

# Le Parti travailliste doit rejeter la définition biaisée de l'IHRA qui entrave la défense des droits palestiniens

27 août 2018 / Par [Palestinian civil society groups](#) / [UK](#)

*La société civile palestinienne a diffusé une déclaration incitant le Parti travailliste et les syndicats britanniques à rejeter la définition de l'antisémitisme par l'IHRA [International Holocaust Remembrance Alliance/Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste], définition incorrecte et anti-palestinienne, qui cherche à confondre antisémitisme et critique d'Israël. Cette définition vise à faire taire toute critique des politiques israéliennes qui violent clairement les droits humains palestiniens.*

Saluant la croissance significative ces dernières années des politiques progressistes centrées sur la justice sociale et l'internationalisme au Royaume-Uni, en particulier à l'intérieur du mouvement ouvrier, nous, syndicats palestiniens, organisations et réseaux de masse, représentant la majorité de la société civile palestinienne, appelons le parti travailliste britannique, les syndicats, les conseils municipaux, les universités et la société civile dans son ensemble à rejeter la [définition de l'antisémitisme donnée par l'IHRA, définition fausse et anti-palestinienne](#).

Cette définition, non contraignante juridiquement, cherche à effacer l'histoire palestinienne, à diaboliser la solidarité avec la lutte palestinienne pour la liberté, la justice et l'égalité, à supprimer la liberté d'expression, et à protéger

le régime d'extrême droite d'Israël – un régime d'occupation, de colonialisme et d'[apartheid](#) – de toute mesure efficace pour lui faire rendre des comptes en accord avec le droit international.

Les directives [discréditées](#) de l'IHRA [confondent](#) délibérément l'hostilité contre les Juifs ou les préjugés et la discrimination à leur égard d'un côté et les critiques légitimes des politiques et du système d'injustice d'Israël de l'autre.

L'année dernière, les Palestiniens ont commémoré les 100 ans de la Déclaration Balfour, qui a joué un rôle important en soutenant et enracinant la colonisation sioniste de la Palestine. Cette déclaration britannique typiquement coloniale a constitué une [déclaration de guerre](#) contre notre peuple. Elle a facilité la naissance de l'état d'exclusion d'Israël qui maintient un [régime d'apartheid](#) et opprime systématiquement le peuple autochtone palestinien, nous arrachant nos droits fondamentaux et reconnus par les Nations Unies, dont le droit à l'égalité, le droit à l'auto-détermination et le droit de retour de nos réfugiés dans leurs foyers d'origine.

Nous sommes d'accord avec les personnalités palestiniennes britanniques qui ont [affirmé](#) que :

[T]out usage par des institutions publiques des exemples d'antisémitisme de l'IHRA qui, soit empêche une discussion relative à notre dépossession par nettoyage ethnique, quand Israël a été établi, soit [essaie de réduire au silence des discussions publiques](#) sur les pratiques courantes ou passées du colonialisme d'occupation, de l'apartheid, du racisme et de la discrimination [israéliens], et sur la violente occupation militaire en cours, contrevient directement aux droits fondamentaux. D'abord, les droits inaliénables du peuple palestinien qui restent protégés par les droits et les conventions internationaux ; et ensuite, les droits de tous

les citoyens britanniques qui se tiennent à nos côtés, dans la solidarité de la commune humanité.

Nous reconnaissons la pression sévère exercée sur les institutions publiques, au Royaume-Uni et globalement, pour qu'elles adoptent cette définition politisée et frauduleuse de l'antisémitisme. Nous voudrions déclarer que celles du Royaume-Uni ont une obligation particulière, morale, politique et sans doute juridique, de réparer les crimes britanniques passés et actuels contre le peuple. Nous les appelons à :

1. **Soutenir constamment la loi du Royaume-Uni sur les droits humains, la Déclaration sur les défenseurs des droits humains des Nations Unies et le droit à la liberté d'expression**, dont celui de raconter l'histoire coloniale bien documentée de la Palestine, de plaider pour les droits palestiniens, de décrire le régime d'oppression d'Israël comme raciste ou constituant un apartheid, et d'appeler au Boycott, au désinvestissement et aux sanctions (BDS) contre Israël en tant que mesures non-violentes de reddition de comptes pour imposer qu'Israël se conforme à ses obligations selon le droit international et au respect des droits palestiniens.
2. **Soutenir sans équivoque les droits stipulés par les Nations Unies du peuple de Palestine**, en particulier :
  - le droit de vivre libre de toute occupation militaire dans la Bande de Gaza et la Cisjordanie, dont Jérusalem-Est ;
  - le droit à la pleine égalité des citoyens palestiniens d'Israël qui souffrent actuellement d'un système de discrimination raciale légalisé et institutionnalisé ;
  - le droit inhérent et garanti juridiquement des réfugiés palestiniens à retourner dans leurs foyers d'origine, nettoyés ethniquement pendant la Nakba et jusqu'à aujourd'hui.

3. **Adopter officiellement un embargo militaire sur Israël**, ainsi que le demandent la société civile palestinienne, l'Internationale socialiste, des partis politiques du Royaume-uni (dont les Démocrates libéraux, les Verts et le Parti national écossais), le Congrès des syndicats britanniques (TUC), de nombreuses ONG de développement (dont Oxfam et Christian Aid), des dizaines de parlementaires britanniques, des villes de toute l'Europe, Amnesty International, des personnalités mondiales, entre autres. Rien qu'en 2017, les exportations d'armes du Royaume-Uni vers Israël atteignaient \$284m, un nouveau record.
4. **Condamner sans ambiguïté toutes les formes de racisme et de sectarisme, dont plus de 60 lois racistes d'Israël**, en particulier sa plus récente loi constitutionnelle, la Loi fondamentale de l'état-nation juif, qui « consacre la suprématie juive » et l'apartheid, tel qu'il est défini par les Nations Unies.

Adopter la définition de l'IHRA (avec ses exemples) ne ferait pas que diaboliser notre lutte actuelle pour la libération et l'auto-détermination. Cela « réduirait aussi au silence toute discussion publique [au Royaume-Uni] de ce qui est arrivé en Palestine et aux Palestiniens en 1948 », comme plus de 100 groupes noirs, asiatiques ou d'autres minorités ethniques (BAME) au Royaume-Uni en ont mis en garde. Cela glacerait aussi la défense des droits palestiniens, en particulier en vilipendant et en calomniant notre mouvement non violent de Boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) en faveur des droits palestiniens.

Ancré dans notre héritage de résistance populaire de plusieurs décennies et inspiré par le mouvement anti-apartheid sud-africain et le mouvement des droits civiques américain, le mouvement BDS nominé pour le prix Nobel de la paix est soutenu par une écrasante majorité de la société civile palestinienne. Il a aussi l'aval de mouvements progressistes

représentant des millions de personnes dans le monde entier, dont un nombre en croissance rapide de jeunes Juifs nés au 21<sup>e</sup> siècle.

BDS [s'enracine](#) dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et [adhère](#) à la [définition onusienne de la discrimination raciale](#). En conséquence, « il ne tolère aucun acte ou discours qui adopte ou promeut, entre autres, le racisme anti-noir, le racisme anti-arabe, l'islamophobie, l'antisémitisme, le sexisme, la xénophobie ou l'homophobie ».

Redéfinir le racisme contre une communauté particulière pour servir le but politique d'exclure ou de vilipender le combat contre les autres formes de racisme est immoral et directement raciste. Cela devrait être condamné par tous les progressistes moralement cohérents.

L'échec total d'Israël à supprimer la croissance impressionnante de BDS dans le monde entier au cours des dernières années l'a poussé à redéfinir l'antisémitisme pour calomnier notre mouvement strictement [anti-raciste](#).

Comme des [intellectuels juifs britanniques et des experts juridiques de premier rang](#) l'ont affirmé :

Critiquer les lois et les politiques de l'état d'Israël comme racistes et en tant qu'elles correspondent à la définition de l'apartheid n'est pas antisémite. Appeler pour le boycott, le désinvestissement et des sanctions contre Israël pour s'opposer à ces politiques n'est pas antisémite.

Nous sommes d'accord avec l'analyse de plus de [quarante organisations juives pour la justice sociale](#) dans le monde entier, analyse selon laquelle nous vivons « dans un ère effrayante, avec un nombre croissant de régimes autoritaires et xénophobes dans le monde, le premier d'entre eux étant le gouvernement Trump, s'alliant avec le gouvernement d'extrême-droite d'Israël tout en faisant cause commune avec des groupes et des partis suprémacistes blancs antisémites et racistes ».

Nous nous faisons aussi l'écho de leur appel :

Nous incitons nos gouvernements, municipalités, universités et autres institutions à rejeter la définition de l'IHRA et de prendre à la place des mesures effectives pour vaincre la haine et la violence nationaliste ou suprémaciste blanche et pour mettre fin à la complicité avec les violations par Israël des droits humains.

Nous n'avons besoin de la permission de personne pour raconter notre histoire, défendre nos droits inhérents et inaliénables ou pour mobiliser une solidarité internationale de principe avec notre lutte pour la mener à bien.

Mais nous attendons des partis politiques orientés vers la justice sociale, comme le Parti travailliste et les syndicats progressistes, qu'ils contribuent effectivement à mettre fin à la complicité britannique dans le système d'oppression d'Israël qui dénie nos droits, qu'ils protègent le droit à la liberté d'expression et qu'ils se dressent du bon côté de l'histoire. Nous attendons d'eux qu'ils nous aident dans la lutte contre l'apartheid et pour les droits égaux de tous les humains quelle que soit leur identité. Est-ce trop demander ?

### **Signataires:**

- General Union of Palestinian Workers
- Global Palestine Right of Return Coalition
- Palestinian Union of Postal, IT and Telecommunication workers
- Union of Professional Associations
- Federation of Independent Trade Unions
- Palestinian Journalists' Syndicate
- Palestinian New Federation of Trade Unions

- General Union of Palestinian Teachers
- General Union of Palestinian Women
- General Union of Palestinian Peasants
- Union of Palestinian Farmers
- General Union of Palestinian Writers
- The Palestinian Federation of Unions of University Professors and Employees (PFUUPE)
- Palestinian Camps Boycott Movement-Lebanon (33 organisations from 11 refugee camps)
- Palestinian NGO Network (PNGO)
- Palestinian National Institute for NGOs
- Popular Struggle Coordination Committee (PSCC)
- Grassroots Palestinian Anti-Apartheid Wall Campaign (STW)
- Palestinian Campaign for the Academic and Cultural Boycott of Israel (PACBI)
- Union of Palestinian Charitable Organizations
- Women Campaign to Boycott Israeli Products
- Civic Coalition for the Defense of Palestinian Rights in Jerusalem
- Occupied Palestine and Syrian Golan Heights Initiative
- Agricultural Cooperatives Union

[Trad. CG pour BDS]

Source :  
<https://bdsmovement.net/news/labour-party-must-reject-biased-i-hra-definition-stifles-advocacy-palestinian-rights>

---

# Les Palestiniens appellent au boycott du Festival de la musique Meteor en Israël

3 aout 2018 – Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI)

*Les Palestiniens exhortent les artistes participants à se retirer du festival pour montrer de façon significative qu'ils contribuent à notre lutte pour la liberté, la justice et l'égalité.*

Nous, organisations culturelles, municipalités et campagnes palestiniennes pour les droits de l'homme, appelons au boycott du Festival Meteor en Israël, prévu du 6 au 8 septembre 2018. Nous demandons instamment aux artistes participants de respecter la résistance non violente des Palestiniens et à se retirer de ce festival complice, comme une contribution, forte de signification, à notre lutte pour la liberté, la justice et l'égalité.

Naranja, les organisateurs israéliens du Festival Meteor, fait venir des artistes internationaux en Israël pour servir plus tard d'ambassadeurs pour le pays. En 2009, quelques mois seulement après qu'Israël a tué plus de 1400 Palestiniens à Gaza, Naranja oeuvrait à « *l'amélioration de l'image d'Israël en Scandinavie* ». Naranja disait vouloir que le Festival Meteor crée une « *réalité alternative* ». Mais la réalité pour les Palestiniens, c'est 70 années de régime d'occupation, de colonisation et d'apartheid.

Pas plus tard que la semaine dernière, Israël s'est déclaré effectivement comme un État d'apartheid en adoptant la « *loi*



*de l'État-nation juif »*, une loi qui dénie constitutionnellement à tout citoyen palestinien des droits égaux et qui légalise leur exclusion.

Le Festival Meteor recommande d'aménager dans les colonies israéliennes illégales, construites en violation du droit international sur le plateau du Golan syrien. Ces colonies israéliennes illégales de plus en plus importantes volent la terre et les ressources des millions de Palestiniens qui vivent sous l'occupation militaire. Les bulldozers d'Israël démolissent les maisons et les villages des Palestiniens, laissant des familles et des communautés entières de réfugiés sans abri, dans notre propre pays.

Depuis 2004, les artistes et organisations culturelles palestiniens exhortent leurs collègues internationaux à ne pas se produire en Israël aussi longtemps que cet État continuera de violer les droits de l'homme des Palestiniens en toute impunité. Les artistes ont joué un rôle important dans l'isolement de l'Afrique du Sud de l'apartheid en refusant de jouer à Sun City. Aujourd'hui, des milliers d'artistes à travers le monde soutiennent l'appel palestinien au boycott ou respectent notre ligne de protestation, et notamment Lorde, Mme Lauryn Hill, Thurston Moore, Shakira, Wolf Alice, Chuck D, Portishead, Brian Eno et Young Fathers.

Le gouvernement israélien se sert des spectacles internationaux comme d'un accord qui serait donné à son régime d'oppression et de nettoyage ethnique et à ses violentes attaques contre la vie et la culture palestiniennes. Se produire dans un festival international de musique en Israël, c'est faire passer le message que les actions d'Israël ne sont pas si terribles après tout. Comme le *Washington Post* le notait plus tôt cette année, « *À partir de maintenant, si ce n'était pas déjà le cas, le simple fait de prévoir une date de concert en Israël sera considéré comme un acte politique* ».

Israël confine deux millions de Palestiniens dans Gaza sous un

siège cruel depuis plus dix ans maintenant. Les Nations-Unies ont déclaré la bande de Gaza « invivable ». Alors que des dizaines de milliers de Palestiniens à Gaza manifestaient pacifiquement pour leurs droits garantis par les Nations-Unies dans une Marche, les tireurs d'élite israéliens ont pratiqué un « tirer pour tuer ou mutiler », et ils ont tué plus de 140 Palestiniens et en ont blessé 16 000 autres, dont beaucoup restent mutilés à vie. *Amnesty International* et *Human Rights Watch* font partie de ces organisations qui condamnent le massacre que commet Israël à Gaza.

Dans la région autour du site du festival se trouvent les ruines de dizaines de villes, parfois importantes, et de villages qui ont été détruits par la violence lors de l'établissement d'Israël sur les décombres de la Palestine. Plus de 500 centres de population palestiniens ont été méthodiquement détruits de cette façon durant la Nakba (la « catastrophe »). De nombreuses communautés palestiniennes en Israël se voient refuser les services de base, comme l'électricité, l'eau, les écoles et les routes, et souffrent sous un système de discrimination raciale qui s'appuie sur plus de 60 lois racistes.

Contre cette oppression et cette dépossession, comme tous les peuples opprimés, nous résistons. Une part importante de notre résistance passe par la culture, la musique, la poésie, la littérature, le cinéma, la danse et le théâtre. Israël répond en mettant en détention et en arrêtant les artistes palestiniens aux check-points, en montant des raids sur les festivals, en fermant les cinémas palestiniens, et en interdisant les événements culturels des Palestiniens.

Nous demandons aux artistes prévus au spectacle de Meteor : simplement, ne faites pas de mal ; respectez la ligne de protestation non violente des Palestiniens, et ne prêtez par votre nom au blanchiment par l'art des crimes que commet Israël contre nous. Prenez position en faveur de la liberté, de la justice et de l'égalité. Annulez votre participation au

Festival Meteor.

Ont signé :

la Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI)

la municipalité de Ramallah

le groupe Sareyyet de Ramallah

le Centre culturel Yabous

Le Réseau palestinien des arts du spectacle

le Théâtre national palestinien Al Hakawati

la Société culturelle et des arts Alrowwad

la Société KHOTWA pour le développement communautaire

le Centre Baladi pour la culture et les arts

le Centre culturel Khalil Sakakini

le Réseau des arts de Jérusalem « SHAFaq » qui comprend :

- la Fondation Al-Ma'mal pour l'art contemporain
- le Conservatoire national de la musique Edward Saïd
- la Cour de l'art palestinien Al Hoash
- le Théâtre national palestinien
- le Centre culturel Yabous

le Réseau palestinien des arts du spectacle (PPAN) qui comprend :

- le Théâtre de la Liberté
- les Productions du théâtre au quotidien

- le Théâtre Ashtar
- le Théâtre Yes
- le Conservatoire national de la musique Edward Saïd
- l'Association Al-Kamandjati
- l'Institut Magnificat
- le Centre de l'art populaire
- la Troupe de danse populaire palestinienne El Funoun
- l'École de cirque palestinienne

Nawa pour l'Association de la culture et des arts

l'Association Ohour pour la culture et le développement

le Centre de l'art populaire Naqsh

le Centre de l'art Oushaq

la Troupe de danse Asayel

le Centre culturel d'Ibda'a

Ayyam Al Masrah

Source: [PACBI](#)

Traduction : JPP pour BDS FRANCE

---

# Les Palestiniens exhortent

# **L'Association irlandaise de football à annuler le match « amical » avec l'Israël de l'apartheid**

Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël/Irlande(PACBI) – 27 juillet 2018

*Organiser un match amical avec Israël, c'est envoyer le message que briser les rêves des footballeurs palestiniens n'est pas important. Les Palestiniens exhortent l'Association irlandaise de football à prendre position en faveur de la justice et à annuler son match amical avec Israël.*

La Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël appelle l'Association irlandaise de football à annuler son match « amical » entre l'Irlande du Nord et Israël, prévu le 11 septembre 2018.

Israël utilise les événements sportifs internationaux pour soutenir son image défaillante alors qu'il se trouve de plus en plus isolé en raison de son mépris flagrant des droits des Palestiniens.

Le 30 mars 2018, les tireurs d'élite israéliens ont tiré sur le footballeur Muhammad Khalil Obeit, le blessant dans les deux genoux. Lui et des dizaines de milliers de Palestiniens à Gaza manifestaient pacifiquement contre le déni d'Israël de leur droit, consacré par les Nations-Unies, au retour dans leurs foyers, et contre son siège de plus en plus dur contre Gaza. Ce siège à lui seul empêche les athlètes palestiniens de recevoir les soins indispensables pour leurs blessures avec, comme conséquences, des amputations et des handicaps à vie.

En 100 jours, Israël a tué plus de 130 manifestants

palestiniens à Gaza, et en a blessé plus de 14 000, beaucoup étant maintenant handicapés à vie. Gaza a une équipe de football, nouvelle formée, composée uniquement de joueurs amputés. Près de 90 % de ses joueurs ont perdu au moins un membre à cause des violentes attaques militaires d'Israël sur la population civile.

La Fédération israélienne de football comprend six équipes qui sont basées dans des colonies de peuplement illégales et qui privent les Palestiniens de leurs ressources et poussent les familles palestiniennes hors de leurs terres. Israël démolit les maisons et des communautés entières palestiniennes pour faire la place à ces colonies racialement exclusives sur des terres volées.

Les familles palestiniennes sont séparées de leurs terres et les unes des autres par le mur d'apartheid d'Israël. Des check-points militaires et les refus de permis pour voyager empêchent les Palestiniens de voyager librement vers, depuis et à l'intérieur de notre pays d'origine, et notamment les athlètes de se déplacer pour les matchs de championnat.

Des soldats israéliens enlèvent des enfants palestiniens, en pleine nuit, lors de raids terrifiants. Israël retient en détention actuellement près de 300 enfants palestiniens dans des prisons où la torture a été amplement documentée.

Et ce n'est là qu'un petit échantillon d'une oppression violente de 70 années contre les Palestiniens. C'est cela qu'Israël espère tenir à l'écart.

Organiser un match amical avec Israël, c'est envoyer le message que le massacre aveugle des Palestiniens par Israël est acceptable ; que briser systématiquement les rêves de jeunes footballeurs palestiniens qui promettent n'est pas important. Pire même, cela donne à Israël le feu vert pour poursuivre ses crimes, *en toute impunité*.

La société civile palestinienne a appelé à ne pas faire comme

si de rien n'était avec Israël, aussi longtemps qu'il dénie les droits de l'homme des Palestiniens. L'Association irlandaise de football a le pouvoir d'annuler ce match amical, contrairement aux matchs officiels sous l'égide de la FIFA, et de se placer du bon côté de l'histoire.

Le mois dernier, l'équipe nationale d'Argentine a annulé le match amical avec Israël. L'attaquant Gonzalo Higuain, « El Pipita », a dit que « *la meilleure chose à faire, c'était ne pas aller en Israël* ». Plus de la moitié d'une délégation de joueurs de la NFL (Ligue nationale de football américain) s'est retirée d'un voyage parrainé par le gouvernement israélien en 2017.

Les boycotts sportifs ont joué un rôle important dans la remise en cause de l'apartheid sud-africain. Un nombre croissant de personnalités sportives reconnaissent aujourd'hui qu'Israël utilise les compétitions d'athlétisme pour laver, par le sport, ses attaques contre les Palestiniens, et elles refusent d'y prendre part.

Nous exhortons l'Association irlandaise de football à prendre position en faveur de la justice et à annuler son match amical avec Israël.

Il n'y a rien d'amical dans l'oppression par Israël des Palestiniens. Jusqu'à ce que les Palestiniens puissent vivre dans la liberté, la justice et l'égalité, il n'y a pas de place pour les « matchs amicaux » avec l'apartheid israélien.

Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël.

<https://bdsmovement.net/nothing-friendly>

Traduction : JPP pour BDS FRANCE

---

# **Des organisations juives mondiales approuvent le mouvement Boycott, Désinvestissement, Sanctions**

Par cette lettre, nous joignant à de multiples organismes internationaux de lutte pour la justice sociale, nous dénonçons la prise pour cible systématique des organisations qui défendent les droits des Palestiniens et particulièrement le mouvement non violent de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS). Sous couvert d'accusations cyniques et erronées d'antisémitisme, ces attaques confondent dangereusement le racisme anti-Juif avec l'opposition aux politiques d'Israël et à son système d'occupation et d'apartheid.

Nous assistons à l'essor alarmant de régimes autoritaires et xénophobes, au premier rang desquels se trouve le gouvernement dirigé par Donald Trump. Ces régimes, tout en s'alliant avec le gouvernement d'extrême-droite d'Israël, font cause commune avec des mouvements racistes et suprémacistes blancs dans leurs propres pays.

Or notre histoire nous a trop bien enseigné les dangers que représente la montée de partis et de gouvernements fascistes et ouvertement racistes. L'essor des discours et des attaques antisémites est un élément de cette tendance générale.

Dans une telle période il est donc plus que jamais essentiel de distinguer clairement les agressions ou les préjugés à l'égard des Juifs des critiques légitimes de la politique d'Israël et de l'injustice de son système.



La définition de l'antisémitisme donnée par l'Alliance Internationale pour la Mémoire de l'Holocaust (International Holocaust Remembrance Alliance), et largement adoptée ou prise en compte par les gouvernements occidentaux, est formulée de telle façon qu'il est facile pour ces derniers d'assimiler intentionnellement les critiques légitimes à l'égard d'Israël à de l'antisémitisme, afin de pouvoir mieux les réprimer.

Cet amalgame affaiblit non seulement la lutte des Palestiniens pour la justice, la liberté et l'égalité, mais également la lutte contre l'antisémitisme même. Quant à Israël, cela lui offre une défense opportune, qui lui évite de se plier au droit ou aux normes internationales régissant les droits humains.

Nous exhortons instamment nos gouvernements, nos mairies, nos universités et autres institutions à rejeter la définition de l'antisémitisme donnée par l'Alliance Internationale pour la Mémoire de l'Holocauste. En revanche, nous les appelons à prendre des mesures efficaces afin de combattre la haine et la violence des mouvements suprémacistes et nationalistes, et à mettre un terme à toute complicité avec les violations des droits humains perpétrées par Israël. Israël ne nous représente pas et n'est pas apte à parler en notre nom alors qu'il se rend coupable de crimes contre les Palestiniens et leur nie les droits décrétés par les Nations Unies.

Le mouvement BDS, porté par la société civile palestinienne pour la défense de ses droits, nommé pour le Prix Nobel de la Paix, a prouvé son engagement continu dans la lutte contre l'antisémitisme et contre toute forme de racisme et d'intolérance, en vertu de son attachement à la Déclaration Universelle des Droits Humains.

Parmi les organisations signataires suivantes, certaines soutiennent pleinement le mouvement BDS, d'autres en partie, d'autres enfin n'ont pas adopté de position officielle sur BDS. Mais nous affirmons tous que l'appel du mouvement BDS

représente un ensemble d'outils et de stratégies, qui ne doit en aucun cas être considéré comme de l'antisémitisme.

Signé par:

Academia4equality (Israel)
Boycott from Within (Israeli citizens for BDS)
Coalition of Women for Peace (Israel)
Collectif Judéo Arabe et Citoyen pour la Palestine (Strasbourg, France)
Dayenu: New Zealand Jews Against Occupation (New Zealand)
Een Ander Joods Geluid (A Different Jewish Voice) (The Netherlands)
Een Andere Joodse Stem – Another Jewish Voice (Flanders, Belgium)
European Jews for a Just Peace
Free Speech on Israel
Gate48 – critical Israelis in the Netherlands
Independent Jewish Voices (Canada)
Independent Jewish Voices (UK)
International Jewish Anti-Zionist Network
Jewish Anti-Fascist Action Berlin (Germany)
Jewish Voice For Labour (UK)
Jewish Voice for Peace (USA)
Jewish Voice for Peace members in London (UK)
Jews Against Fascism (Melbourne, Australia)
Jews for Justice for Palestinians (UK)
Jews for Palestinian Right of Return
Jews of Color & Sephardi and Mizrahi Jews in Solidarity w/ Palestine (USA)
Jews Say No! (USA)

JIPF – Judar för Israelisk Palestinsk Fred (Sweden)
Jüdische Stimme für gerechten Frieden im Nahost e.V. (Germany)
Justice for Palestinians Los Otros Judíos (Argentina)
Manchester Jewish Action for Palestine (UK)
Quebrando Muros – Judeus Brasileiros Pela Descolonização da Palestina (Brazil)
SEDQ Network- A Global Jewish Network for Justice
South African Jewish Voices for a Just Peace (South Africa)
South African Jews for a Free Palestine (South Africa)
Union des progressistes juifs de Belgique (Saint-Gilles, Belgium)United Jewish People's Order (UJPO)-Canada
Union Juive Française pour la Paix (France)

Source :  
<https://jewishvoiceforpeace.org/global-jewish-organizations-affirm-the-boycott-divestment-and-sanctions-movement/>

(texte en anglais, hébreux et espagnol)

---

## Défendre le droit au BDS

À toutes celles et tous ceux qui nous soutiennent,

Le gouvernement d'extrême-droite d'Israël s'efforce sans

relâche de diffamer et de criminaliser la solidarité avec le mouvement Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) pour les droits des Palestiniens, qui a été proposé pour le Prix Nobel de la paix.

Israël cherche à restreindre et à censurer le soutien au BDS avec l'aide de cabinets d'avocats, de personnalités politiques et de gouvernements dans plusieurs pays. Il a également mobilisé ses ambassades, ses services de renseignement et ses groupes de pression pour réprimer la liberté d'expression et notre droit de pratiquer le boycott afin de faire progresser la justice.

Aujourd'hui, nous avons besoin de votre soutien pour défendre le droit au BDS.

[Donnez pour protéger notre droit de contester pacifiquement l'occupation militaire et l'apartheid pratiqués par Israël](#)

La vague de répression sans précédent déclenchée par Israël ne nous a pas découragés. Le mouvement BDS est en plein essor et atteint de nouveaux sommets.

Au cours des six derniers mois, nous avons mis en échec un effort concerté d'Israël et de ses groupes de pression pour empêcher un représentant du mouvement BDS de prendre la parole devant le Parlement européen.

Un rapport commandé par le gouvernement écossais a conclu que les actions de boycott d'Israël sont protégées par les lois relatives à la liberté d'expression. Les Démocrates de Californie ont rejeté un projet de loi fédéral qui visait à restreindre la campagne pour le BDS.

Le droit au BDS a été défendu par l'Union européenne, des centaines de juristes européens, l'Union américaine pour les libertés civiles (American Civil Liberties Union, ACLU), des centaines d'ONG européennes, plus de deux cents rabbins et plusieurs gouvernements européens.

Si la guerre menée par Israël contre la solidarité avec les

Palestiniens est aujourd'hui la plus grave remise en cause de la liberté d'expression en Occident, le respect du droit au BDS est un test décisif permettant de juger du respect de cette liberté.

[Votre don nous permet de protéger la défense des droits des Palestiniens contre les manœuvres d'intimidation d'Israël.](#)

Nous continuerons à développer le mouvement du BDS jusqu'à ce que les droits des Palestiniens soient respectés.

En solidarité,

Ana et Hind

Comité national palestinien Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BNC)

Le Comité national palestinien Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BNC) est la coalition la plus vaste au sein de la société civile palestinienne. Il anime et soutient le mouvement mondial Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) pour les droits des Palestiniens.

*Traduction SM pour BDS France*

---

# **Une lettre à la Convention générale à propos de la justice en Terre sainte**

3 juillet 2018/ Par Archevêque Desmond Tutu, Canon Bonnie Anderson, Patti Browning

[Afrique du Sud](#)

***L'archevêque Desmond Tutu et d'autres membres dirigeants de l'Église épiscopale disent à la Convention générale de l'Église [aux États-Unis] qu'investir dans des entreprises soutenant l'occupation militaire d'Israël « rend l'Église complice des injustices dont souffrent les Palestiniens ». Ils exhortent L'Église à adopter pour ses investissements des décisions basées sur les droits humains, qui garantissent qu'elle « ne profite pas de la souffrance d'autrui ».***

**Un message sur la justice en Terre sainte, adressé à la 79e Convention générale de l'Église épiscopale [des États-Unis] par Desmond Tutu, archevêque émérite, Bonnie Anderson et Patti Browning**

Nous nous joignons à tous ceux qui sont rassemblés à Austin pour la 79e Convention générale et nous nous tournons vers eux avec amour. C'est la première Convention depuis que notre bien-aimé Edmond Browning, 24e évêque président, a quitté cette vie pour rejoindre la compagnie des cieux. Nous nous rappelons son claironnant appel pour que cette Église qui est la nôtre soit ouverte à tous : « Il n'y aura pas de parias ».

Dans les jours qui viennent, l'Église épiscopale, réunie en Convention générale, examinera plusieurs résolutions concernant la situation urgente en Israël et en Palestine. Nous reconnaissons que, alors que la convention examine ces résolutions, nous devons poursuivre le voyage de réconciliation avec nos frères et nos sœurs juifs pour les siècles de comportement oppressif et antisémite qui ont culminé dans notre complicité avec l'Holocauste. En même temps, nous ne devons pas laisser ces horribles injustices nous aveugler sur les injustices perpétrées contre le peuple palestinien.

Certaines des résolutions appellent à l'application d'une pression économique sur Israël pour mettre fin à son occupation de 51 ans en Cisjordanie, à Jérusalem-Est et à

Gaza. La Convention a spécifiquement l'opportunité de déterminer quand et comment dire non à des investissements financiers qui rendent l'Église complice de l'occupation. La situation sur le terrain est bien pire que ce que nous pouvons imaginer. Les Palestiniens en Cisjordanie occupée, à Jérusalem-Est et à Gaza, vivent sous un régime militaire israélien oppressif et discriminatoire. Ils ont enduré, et continuent à endurer, le vol de leurs terres au profit de colonies israéliennes qui ont été jugées illégales par la communauté internationale, qui violent une politique officielle américaine de longue date, et menacent la solution à deux états. Des familles continuent d'être déplacées et leurs maisons et leurs terres agricoles d'être détruites pour faire place aux colonies israéliennes et aux murs qui séparent les Palestiniens les uns des autres.

Le réseau des checkpoints militaires qu'Israël a imposés en Cisjordanie rend impossible la vie quotidienne des Palestiniens, les empêchant de se déplacer d'un endroit à un autre pour travailler, étudier, accéder à des soins médicaux urgents ou rendre visite à leur famille et à leurs amis. Lorsqu'ils sont accusés d'un crime, les Palestiniens – y compris les enfants – sont jugés par des tribunaux militaires israéliens que les organisations des droits humains estiment injustes. Simultanément, les colons israéliens vivant illégalement à proximité sur des terres palestiniennes occupées jouissent des droits accordés aux citoyens israéliens, sont jugés dans des tribunaux civils et peuvent se déplacer librement.

Dans la bande de Gaza, 2 millions de Palestiniens ont souffert pendant plus d'une décennie sous un siège cruel et illégal mené par Israël, sans pouvoir quitter le territoire minuscule et appauvri qui a été appelé « la plus grande prison du monde à ciel ouvert ». Au cours des quelques derniers mois, près de 120 Palestiniens non armés de Gaza ont été tués par des snipers israéliens, et des milliers ont été blessés, y compris

des femmes, des enfants, un membre du personnel médical, un journaliste et un footballeur, pendant les manifestations hebdomadaires réclamant leur liberté et leurs droits. L'usage par l'armée israélienne de violence mortelle contre des manifestants non armés a provoqué l'indignation de la communauté internationale et des groupes en faveur des droits humains.

Dans cet environnement inhumain de souffrance et d'oppression, l'Église se trouve elle-même investie dans des compagnies connues de longue date pour fournir des produits et des services à ceux qui sont responsables de l'occupation. Cette année, l'Église épiscopale a soutenu des résolutions d'actionnaires afin de mettre deux de ces compagnies face à leurs responsabilités : Caterpillar et Motorola Solutions. Mais le comportement des entreprises a longtemps été résistant. Adopter des décisions d'investissements basées sur les droits humains garantira que l'Église ne profite pas de la souffrance d'autrui. Par une telle action, nous serons aux côtés de confessions amies, comme l'Église luthérienne évangélique d'Amérique, l'Église presbytérienne (USA) et les Méthodistes unis, qui ont déjà pris des mesures comme celle d'appliquer des critères sélectifs d'investissement ou d'autres mesures économiques afin de garantir qu'eux non plus ne profitent pas de la souffrance du peuple palestinien.

Exactement comme nous entendons à juste titre le cri des migrants cherchant un abri et un asile aux frontières des USA, notre conscience demande aussi que nous faisons campagne pour mettre un terme à la détention d'enfants et de prisonniers politiques pris dans le vice vieux de 51 ans de l'occupation

Il n'y a pas d'échappatoire au fait que l'investissement de ressources financières dans des compagnies qui soutiennent l'infrastructure de cette occupation brutale rend l'Église complice des injustices dont souffrent les Palestiniens. Nous offrons notre constante prière pendant que vous cherchez à percevoir ce que Jésus exige, ici et dans toutes les tristes



injustices auxquelles, en ces temps, nous sommes confrontés.

Desmond Tutu, archevêque émérite– Cape Town

Canon Bonnie Anderson, DD – 32e présidente de la Chambre des députés [de la Convention générale de l’Eglise épiscopale des États-Unis] (2006-2012)

Patti Browning, DD – Récipiendaire du Episcopal Peace Fellowship John Nevin Sayre Award pour son action en faveur des droits humains palestiniens, et épouse d’Edmond Browning, 24e évêque président

Source: [BDS Movement](#)

Traduction: C.G pour BDS France

---

# **Non à la « saison France Israël » à la Maison de la danse de Lyon ! Lettre ouverte à Dominique Hervieu**

Le 7 juillet 2018

LETTRE OUVERTE A Dominique Hervieu Maison de la danse – Lyon

**Objet : la participation de la « Maison de la danse » à la Saison France Israël**

Madame,

Vous avez programmé, à nouveau, la troupe « *Batsheva Dance*

*Compagnie* » du 28 novembre au 1er décembre 2018. Outre que cette compagnie est désormais habituée des lieux (!) [1], elle se produira cette fois-ci dans un cadre totalement institutionnel et étatique ; la saison France-Israël. Les organisateurs, côté israélien sont : le bureau du Premier Ministre, les ministères des Affaires étrangères, de la Culture, de l'Agriculture, de l'Économie, des Affaires stratégiques, des Affaires de Jérusalem, du Tourisme, de l'Industrie, des Sciences et l'Ambassade d'Israël en France !

Dans le cadre de la Saison croisée France/Israël 2018, des événements culturels sont organisés en France et en Israël, créant ainsi une complicité des institutions culturelles françaises avec un état colonisateur qui nie depuis 70 ans les droits du peuple Palestinien.

Cette saison, permet à Israël, de se faire passer pour un pays attractif, respectueux des droits humains et ouvert à la diversité culturelle. De ce fait ces manifestations aident à « blanchir » l'image d'un État qui :

- Exécute ou blesse en toute impunité à GAZA, abattant de sang froid des citoyens, citoyennes désarmés. Des milliers de blessés sont à déplorer dont beaucoup de personnes qui doivent être amputés...et qui ne danseront plus !
- Dépossède le peuple palestinien de sa terre depuis 70 ans, bafouant systématiquement les résolutions de l'ONU et le droit international.
- Poursuit sans freins, les crimes de guerre et contre l'humanité, l'occupation, le blocus de Gaza, la colonisation et la politique d'apartheid.



**Israël, État colonial et raciste, utilise la culture pour améliorer son image** Comme l'a dit Reuven Rivlin, président de l'État d'Israël, « les institutions culturelles forment une vitrine dans laquelle Israël présente d'elle-même une image démocratique, libérale et critique ». Pour cette raison, il est une obligation morale pour toute personne de conscience de refuser la normalisation des relations avec l'État d'Israël.

**Des artistes s'engagent** Nous saluons l'appel des artistes qui dénoncent une opération où la Culture sert de « vitrine » à l'État d'Israël et à sa politique chaque jour plus dure envers les Palestiniens. 80 personnalités issues du monde des arts, ont affirmé leur refus de participer à la « Saison France-Israël ». Parmi eux-elles : Alain Damasio, Annie Ernaux, Tardi, Nathalie Quintane ou Jean-Luc Godard ainsi que Maguy Marin, chorégraphe hors pair, de la région lyonnaise.

**Sanctions contre Israël** Israël doit faire l'objet de sanctions tant que cet État ne respecte pas le droit international. Souvenons nous, qu'en 2011, la France annulait de nombreuses manifestations de la saison France-Mexique suite à la condamnation, par la justice mexicaine de la française Florence Cassez. Les crimes israéliens, sans commune mesure avec cette affaire, devraient commander une annulation pure et simple des manifestations de la saison France Israël.

**La « Maison de la danse »** ne peut se rendre complice des tentatives de L'État Israélien de normaliser son image. « La Maison de la danse » ne peut se prêter à ces manœuvres en novembre, deux mois après le défilé de la biennale sur le

thème ...de la paix !. Madame Hervieu, si vous voulez concourir à la paix, n'accueillez pas une manifestation officielle d'un État criminel qui tourne le dos à la paix.

Pour le Collectif 69 de soutien au Peuple Palestinien Jérôme Faÿnel Le 30/06/2018

---

[1]En janvier 2015 déjà, la maison de la danse programmait Batsheva. Nous avons rencontré Dominique Hervieu. Nous lui avons demandé de lire un [texte aux spectateurs](#), cela nous a été refusé.

---

# **Les Palestiniens demandent instamment aux Iroquois Nationaux de se retirer des Championnats de crosse en Israël**

4 juillet 2018 – Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI)

**Les Palestiniens demandent à une équipe de crosse de classe mondiale de refuser à Israël l'occasion d'utiliser le sport national des Iroquois pour camoufler son nettoyage ethnique de plus en plus intense, violent, sur l'ensemble des terres ancestrales palestiniennes.**

*Chers Iroquois Nationaux,*

*Nous vous écrivons depuis la Palestine pour exhorter votre équipe à se retirer des Championnats du monde de crosse 2018 en Israël. Nous savons quel rôle important ce sport joue dans la culture iroquoise, permettez-nous de vous donner les raisons de notre appel.*

*En tant que peuples indigènes, nous avons, vous et nous, vu nos terres traditionnelles colonisées, notre peuple nettoyé ethniquement et massacré par des colons qui s'implantaient. Cette année marque les 70 ans de la déposssession des Palestiniens par Israël, une déposssession qui a commencé avec ce que nous appelons la Nakba, ou la catastrophe. Dans les années qui ont entouré l'établissement d'Israël sur notre terre, en 1948, les forces israéliennes pré et post-étatiques ont chassé, de façon préméditée, la majorité de la population indigène de la Palestine et détruit plus de 500 de nos villages et villes.*

*Pendant 70 ans, ce régime d'occupation, de colonialisme de peuplement et d'apartheid, a dénié à nos réfugiés, qui constituent environ les deux tiers du peuple palestinien dans le monde, leur droit inhérent, et stipulé par les Nations-Unies, à retourner dans leurs foyers d'origine et leurs terres.*

*Les deux sites israéliens qui accueillent les Championnats du monde de crosse se dressent sur les ruines de villages palestiniens nettoyés ethniquement.*

*L'Institut Wingate a été construit sur les terres de Khirbat al-Zababida, nettoyé ethniquement de ses habitants palestiniens en 1948 lors d'attaques dont l'objectif était de vider les villages indigènes le long de la côte nord de Tel Aviv. Les ruines du village palestinien Bayyarat Hannun, qui a connu le même sort, se trouvent bel et bien dans l'ombre du stade de Netanya.*

*Comme la Confédération iroquoise et les peuples indigènes de*

*l'Ile de la Tortue, nous nous battons quotidiennement pour l'autodétermination et contre une dépossession et une colonisation qui se poursuivent.*

*Pendant des décennies, le gouvernement israélien, qui parraine ces Championnats de crosse, a travaillé sans relâche pour étendre ses colonies dans un projet délibéré visant à déposséder les Palestiniens indigènes de nos terres et de nos ressources naturelles. Il utilise systématiquement, et tout à fait délibérément, les événements sportifs afin de détourner l'attention du monde loin de son oppression bien établie des Palestiniens.*

*Comme vous, notre peuple a été divisé géographiquement par des frontières artificielles, et des contrôles coloniaux sur les déplacements, la résidence et la propriété des maisons et des terres. Le mur d'apartheid et les check-points militaires d'Israël, son siège brutal des Palestiniens à Gaza, son déni du droit au retour des réfugiés palestiniens séparent les familles et limitent notre capacité à voyager, vers, depuis, et à l'intérieur de nos terres traditionnelles.*

*Comme vous, nous avons vu le colonialisme de peuplement limiter et tenter d'effacer ou de s'approprier nos traditions, notre culture, notre patrimoine et notre identité. Israël a volé de précieux objets des terres palestiniennes occupées et a mené des attaques systématiques contre la culture palestinienne, fermant les cinémas et théâtres palestiniens, lançant des raids sur les événements culturels palestiniens et les interdisant.*

*Israël a également agressé, emprisonné et tué des athlètes palestiniens, et il a bombardé et détruit des stades palestiniens. Plus tôt cette année, le ministre des Sports d'Israël a posté une vidéo le montrant avec des supporters de l'équipe de football du Beitar Jérusalem, connue pour son vil racisme, alors qu'ils incitaient à la violence contre les Palestiniens, chantant « Que votre village soit brûlé » à*

*l'équipe palestinienne adverse.*

*Comme vous, nous avons des droits limités pour superviser nos propres lois, règlements et pratiques au sein de nos communautés. Les Palestiniens vivant sous occupation en Cisjordanie et à Gaza sont soumis au régime militaire israélien, pendant que les Palestiniens, à l'intérieur d'Israël, font face à plus de 60 lois racistes qui les discriminent sur une base raciale dans tous les domaines de la vie.*

*Comme vous, une police et des forces militaires étrangères envahissent et occupent nos communautés, et nous avons, vous et nous, vu des membres de nos communautés mis en détention, emprisonnés et tués à cause de leur refus de se soumettre aux exigences des politiques et procédures d'un État extérieur. Actuellement, près de 6000 prisonniers politiques palestiniens, dont près de 300 enfants, et dont beaucoup ont été arrêtés dans des raids nocturnes créant l'effroi, sont détenus dans les prisons israéliennes où la torture est endémique.*

*Mais notre résistance, comme la vôtre, contre la puissance coloniale pour nos droits ne connaît pas de limites, et elle ne sera pas arrêtée par les tactiques de violence et d'intimidation de nos oppresseurs.*

*Les Palestiniens ont longtemps considéré la résistance, au fil des générations, de la population indigène de l'Ile de la Tortue comme une source d'inspiration pour notre lutte, pendant que nous étions solidaires de la vôtre. Qu'il s'agisse de publications de déclarations de solidarité, de contributions financières et de participation à des manifestations, notamment aux confrontations à Oka, Akwesasne et Ganienkeh, et aux luttes indigènes à Wounded Knee, Alcatraz et plus récemment, à Standing Rock, nous sommes restés unis avec vos luttes contre le colonialisme d'État et d'entreprises.*

*Dans le cadre de notre lutte constante pour la liberté, la justice et l'égalité, des organisations nationales et locales palestiniennes ont lancé en 2005 un appel aux gens de conscience à travers le monde pour qu'ils s'engagent dans des campagnes de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) afin d'isoler Israël jusqu'à ce qu'il respecte les droits des Palestiniens indigènes. Cet appel a grandi et est devenu le mouvement mondial BDS, conduit par les Palestiniens, et il demande instamment de couper tout lien académique, culturel, sportif, militaire et économique de complicité avec le régime d'oppression d'Israël, comme moyen le plus efficace de solidarité avec le peuple palestinien.*

*Nous rappelons le boycott par l'acteur Marlon Brando de l'Oscar de 1973, refusant le prix du meilleur acteur pour protester contre le traitement des peuples indigènes par Hollywood et les confrontations à Wounded Knee de cette même année. Brando a déclaré plus tard qu'il était peut-être « discourtois » de sa part de refuser le prix, mais il savait qu'il y avait un problème plus vaste qui était posé et que les pouvoirs en place ne changeraient que s'ils y étaient contraints.*

*Nous vous demandons de respecter notre piquet de grève non violent en vous retirant des Championnats du monde de crosse 2018, privant ainsi Israël de l'occasion d'utiliser le sport national des Iroquois pour camoufler son nettoyage ethnique de plus intense, violent, des Palestiniens sur l'ensemble de nos terres ancestrales.*

*Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI)*

Source: [PACBI](#)

Traduction : JPP pour BDS FRANCE



---

# Projet de film et tournée en France en mémoire de Razan EL NAJJAR

Un évènement à l'initiative de l'AFPS et de l'UJFP.

Soutenu par la Campagne BDS-France et la coordination des associations palestiniennes de France.

Cet évènement sera lancé à partir du 8 octobre 2018 dans toute la France, pendant un mois. Il s'agit d'un film qui sera tourné cet été à GAZA par un cinéaste Gazaoui, Iyad Alasttal, et qui accompagnera une tournée avec la maman et la famille de RAZAN EL NAJJAR, cette jeune secouriste gazaouie assassinée le 1er juin dernier par un sniper israélien lors de la Marche du Retour, à proximité de la bordure de la ville de Khan Younès, dans la bande de Gaza.

Nous avons été très choqués par l'assassinat délibéré le 1er juin dernier par un sniper israélien, de Razan El Najjar, jeune secouriste gazaouie unanimement reconnue pour son dévouement et son comportement non violent.

Iyad Alasttal, un cinéaste gazaoui qui a étudié le cinéma en France, a alors eu l'idée d'organiser une tournée dans notre pays des parents de Razan, afin de témoigner de tout ce qui se passe « la-bas », à Gaza, cet endroit rapidement oublié de nos médias « mainstream ».

Iyad est l'auteur de plusieurs courts-métrages où il dénonce les conditions de vie dans la bande de Gaza. Le premier d'entre eux, « Donne un poisson à un homme » a été vu sur FR3 et a été présenté dans divers festivals en France. Il a

commencé à tourner un film dans la famille de Razan autour de l'histoire de leur fille. Son idée est de le présenter en même temps que les parents de Razan nous raconteront leur drame, la vie à Gaza et répondront à nos questions.

Cette tournée va s'organiser à travers la France en octobre avec pour point de départ une soirée dans un cadre prestigieux à Paris le 9 octobre.

Pour que cette tournée réussisse il est nécessaire de la financer et de commencer rapidement, vu l'approche de la période des congés d'été, une levée de fonds. La réalisation du film et le voyage de nos invités vont en effet coûter cher. Nous vous invitons à contribuer à leur financement, à titre individuel ou en tant qu'associations, en participant à notre levée de fonds.

Pour rendre ce projet possible, un appel à participation financière est lancé à tou-te-s, individus, associations, et collectifs, via le lien suivant :

**[CLIQUEZ ICI](#)**

Nous remercions par avance celles et ceux qui s'organiseront afin de recevoir et présenter au public de leur ville nos invités et le film d'Iyad. Cette tournée est largement ouverte à tous avec une limite (financière) : chaque groupe ou ville invitante doit prévoir de payer le voyage des invités et leur hébergement.

Enfin ceux, organisations ou particuliers qui voudront soutenir cette belle initiative sont aussi les bienvenus.

Le comité de pilotage

Contact : [contact@letempsdelapalestine.fr](mailto:contact@letempsdelapalestine.fr)

---

# Conseil municipal de Glasgow: Ne faites pas la promotion des machines à tuer de l'apartheid israélien!

14 juin

Envoyez une lettre au Conseil municipal de Glasgow pour qu'il mette fin à son soutien de la Undersea Defence Technology Fair [Salon de la technologie de défense sous-marine] où sera faite la promotion des armes israéliennes !

Du 26 au 28 juin, le Conseil municipal de Glasgow parrainera le [Salon de la technologie de défense sous-marine](#), un salon militaire présentant des entreprises qui alimentent les guerres et l'oppression militaire dans le monde, y compris des compagnies militaires israéliennes.

Les compagnies d'armes israéliennes sont régulièrement présentes dans les salons d'armement européens afin d'essayer d'exporter les tactiques répressives et le militarisme d'Israël. Il faut y mettre un terme.

Le Salon liste « Israel Defense », une entreprise de médias qui promeut l'industrie des armes d'Israël, comme partenaire média officiel. La compagnie israélienne DSIT Solutions, qui facilite la siège naval illégal de Gaza, [sera aussi présente au Salon](#). Les compagnies d'armement israéliennes commercialisent régulièrement leurs armes comme « testées au combat » ou « testées sur le terrain », ce qui signifie qu'elles sont testées sur les corps palestiniens et ensuite exportées pour promouvoir l'oppression dans le reste du monde.

Le Salon de l'armement de Glasgow a été condamné par des militants de la paix dans toute l'Écosse pour sa promotion du commerce des armes et ses liens à Trident, le programme britannique pour le développement, l'approvisionnement et l'exploitation des armes nucléaires. BAE Systems et Babcock International, deux compagnies impliquées dans Trident, subventionnent aussi le Salon.

Envoyez une lettre à Susan Aitken, présidente du Conseil municipal de Glasgow, pour mettre un terme au parrainage du Conseil à ce Salon militaire ! Conseil municipal de Glasgow, ne subventionnez pas les violations des droits humains de l'apartheid israélien !

[#UDT2018](#) #StopArmingIsrael

—Traduction du texte de la lettre, à signer en ligne :

Chère Susan Aitken,

Nous vous demandons instamment de mettre un terme au soutien du Conseil municipal de Glasgow pour le Salon de la technologie de défense sous-marine, un salon militaire présentant des entreprises qui alimentent les guerres et l'oppression militaire dans le monde, y compris des compagnies militaires israéliennes. Il doit avoir lieu à Glasgow du 26 au 28 juin.

Les compagnies d'armement israéliennes commercialisent régulièrement leurs armes comme « testées au combat » ou « testées sur le terrain », ce qui signifie qu'elles sont testées sur les corps palestiniens et ensuite exportées pour promouvoir l'oppression dans le reste du monde.

Au cours des trois derniers mois, les forces israéliennes ont tué plus de 117 manifestants palestiniens non-armés, dont 13 enfants, et blessé plus de 13000 autres, en laissant beaucoup avec des handicaps qui ont changé leur vie. Amnesty International a condamné la politique israélienne du « tirer-

pour-tuer-ou-mutiler » et Human Rights Watch a décrit les massacres comme « illégaux et calculés ».

Le Salon de l'armement de Glasgow a déjà été condamné par des militants de la paix dans toute l'Ecosse pour sa promotion du commerce des armes et ses liens à Trident, le programme britannique pour le développement, l'approvisionnement et l'exploitation des armes nucléaires. BAE Systems et Babcock International, deux compagnies impliquées dans Trident, figurent aussi parmi les principaux sponsors du Salon.

Israël a testé sur des civils sa technologie mortelle, dont les gaz lacrymogènes et les drones armés, et exporte maintenant sa tactique répressive.

Le parrainage par le Conseil municipal de Glasgow de ce salon d'armement, qui montrera l'armement israélien utilisé dans le blocus de Gaza, le rend complice des violations israéliennes des droits palestiniens.

Mme Aitken, ne faites pas la promotion des machines à tuer d'Israël. Mettez fin au parrainage du Salon de la technologie de défense sous-marine par le Conseil municipal de Glasgow !

—

Pour signer cette lettre, ajoutez votre nom ici :

<https://bdsmovement.net/news/glasgow-city-council-don't-promote-israeli-apartheid's-killing-machines>

Source: [BDS Movement](#)

Traduction: C.G pour BDS France

---

# Les Palestiniens appellent à boycotter un festival en Allemagne, la RuhrTriennale, et l'accusent de maccarthysme

## Déclaration de PACBI

Les Palestiniens appellent à boycotter un festival en Allemagne, la RuhrTriennale, et l'accusent de maccarthysme

13 juin 2018 / par PACBI / Allemagne

Le festival de la RuhrTriennale en Allemagne a annulé hier le spectacle des **Young Fathers** après avoir échoué à ce que le groupe primé renonce à soutenir les droits palestiniens et le mouvement Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS), dirigé par des Palestiniens et nommé pour un prix Nobel de la Paix.

La RuhrTriennale punit les Young Fathers pour s'être retirés l'an dernier de Pop-Kultur, un autre festival allemand, à cause de son parrainage officiel par l'ambassade israélienne. Huit interprètes se sont retirés du Festival Pop-Kultur 2017 à cause de son partenariat avec Israël.

Les **Young Fathers** ont réaffirmé leur soutien des droits palestiniens et du mouvement BDS dans une [déclaration](#) publiée par le mouvement « Artists for Palestine (Royaume-Uni) » :

*« Nous considérons que c'est une mauvaise décision, profondément injuste, du festival d'adopter cette position et de nous demander de prendre des distances avec nos principes sur les droits humains pour que notre représentation soit maintenue.*

*Quiconque connaît le groupe et notre histoire sait que nous*

*nous opposons à toutes les formes de haine et de discrimination raciale. Nous l'avons toujours fait. Et, comme BDS, nous ne « tolérons aucun acte, aucun discours, qui adopte ou promeuve, entre autres, le racisme anti-noir, le racisme anti-arabe, l'islamophobie, l'antisémitisme, le sexisme, la xénophobie ou l'homophobie ».*

Pop-Kultur est confronté cette année à une campagne croissante de boycott. Quatre interprètes se sont déjà retirés du festival pour protester contre sa collaboration avec Israël. L'important compositeur et producteur Brian Eno a appelé cette collaboration « un blanchiment ».

De nombreux artistes ont condamné la décision de la RuhrTriennale comme une « suppression de la libre expression » et une « censure », en utilisant le hashtag **#SupportYoungFathers** qui se diffuse rapidement. Ils incluent l'actrice Miriam Margolyes, qui a joué dans des films de la série Harry Potter, les musiciens Brian Eno et Thurston Moore, la dramaturge Caryl Churchill, les réalisateurs Ken Loach et Paul Laverty, les écrivains Ahdaf Soueif, Yann Martel et Molly Crabapple.

[Eno a déclaré :](#)

*« Critiquer le gouvernement israélien après les massacres récents de manifestants palestiniens non armés n'est pas de l'antisémitisme. C'est être pro-civilisation – parler en faveur d'un comportement civilisé et contre la brutalité d'état. C'est se dresser pour dire : 'La règle du droit s'applique partout'. »*

La Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI), membre de la plus large coalition de la société civile palestinienne qui dirige le mouvement global BDS, exhorte les artistes de conscience et les défenseurs de la libre expression à montrer leur solidarité avec les Young Fathers et à boycotter le festival de la

RuhrTriennale.

Le maccarthysme éhonté de la Triennale et la tentative désespérée pour protéger de toute censure et exonérer de toute responsabilité le régime israélien d'extrême-droite, d'apartheid, d'occupation et de nettoyage ethnique sont des formes flagrantes de complicité.

Les festivals allemands de la RuhrTriennale et de Pop-Kultur ont reçu des condamnations sans précédent pour ce qui ressenti comme une défense du gouvernement israélien à la lumière du dernier massacre israélien à Gaza, où plus de 110 civils ont été abattus, y compris des enfants et des personnels médicaux, et plus de 13 000 blessés, beaucoup à balles réelles. Amnesty International a condamné la politique israélienne de « tirer-pour-tuer-ou-pour-mutuler ».

Les brimades et la censure de Young Fathers par la RuhrTriennale à cause de leur soutien de principe aux droits humains palestiniens doivent être parmi les plus flagrants indicateurs à ce jour de la montée d'un maccarthysme anti-palestinien en Allemagne. La loyauté au racisme et à l'oppression d'extrême-droite d'Israël devient le test décisif d'acceptabilité pour certaines élites allemandes.

Confondre l'opposition aux crimes de guerre israéliens – y compris les colonies illégales, le siège et le nettoyage ethnique – avec un sectarisme anti-juif est une forme de répression anti-palestinienne et de racisme anti-arabe dont l'intention est de réduire au silence les critiques d'Israël. Cela dessert également les combats actuels contre le vrai racisme anti juif, comme l'ont souvent expliqué les groupes juifs progressistes en Europe et aux États-Unis.

Le soutien aveugle de l'establishment allemand pour le régime fanatique de colonisation et d'apartheid d'Israël contredit radicalement l'opinion publique. Selon des sondages récents, le peuple allemand est opposé au régime d'Israël dans une



proportion de cinq contre un.

Dans un sondage de l'opinion publique internationale de la BBC, en 2017, Israël est le quatrième pays le moins populaire sur la liste. Seuls 7% des Allemands dans ce sondage voyaient l'influence d'Israël dans le monde comme « surtout positive », alors que 36% la voyaient comme « surtout négative ».

Ancré dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, le mouvement BDS s'oppose à toutes les formes de racisme et de discrimination, y compris le racisme anti-noir, le racisme anti-arabe, l'islamophobie, l'antisémitisme, le sexisme, la xénophobie et l'homophobie.

BDS, qui a été en partie inspiré par la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud, appelle à faire pression non violemment pour mettre un terme aux violations flagrantes par Israël du droit international et pour sauvegarder les droits humains du peuple palestinien.

*La Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI) a été lancée en 2004 afin de contribuer à la lutte pour la liberté, la justice et l'égalité palestiniennes. PACBI promeut le boycott des institutions universitaires et culturelles d'Israël, étant donné leur profonde et durable complicité dans le déni par Israël des droits palestiniens tels qu'ils sont stipulés dans le droit international.*

*Visitez le site de PACBI <https://bdsmovement.net/pacbi> et suivez-nous sur Twitter @PACBI*

Source: PACBI

Traduction: C.G pour BDS France

---

# Artistes et journalistes de radiotélévision palestiniens : pour un boycott de l'Eurovision 2019 !

Le régime israélien d'occupation militaire, de colonisation et d'apartheid utilise sans vergogne l'Eurovision dans le cadre de sa stratégie officielle de la « Marque Israël »

12 juin 2018

Nous, membres du syndicat des journalistes palestiniens et de réseaux d'organisations culturelles palestiniennes, appelons les membres de l'Union européenne de radio-télévision (UER), les états participants, les concurrents et le public à boycotter le concours de chansons de l'Eurovision 2019 qui doit être accueilli en Israël. L'Eurovision aurait-elle organisé le concours dans l'Afrique du Sud de l'apartheid ?

Le régime israélien d'occupation militaire, de colonialisme et d'apartheid utilise de manière éhontée l'Eurovision dans le cadre de sa stratégie officielle de la « Marque Israël », qui tente de montrer le « plus beau visage d'Israël » pour le blanchir et détourner l'attention de ses crimes de guerre contre les Palestiniens.

Depuis le 30 mars 2018, les snipers israéliens ont implémenté une politique de « tirer-pour-tuer-ou-mutiler », tuant plus de [117 manifestants palestiniens non armés, dont 13 enfants, et en blessant plus de 13 000](#), dont beaucoup restent avec des handicaps qui ont changé radicalement leur vie.

Rien que le 14 mai, juste deux jours après la victoire à l'Eurovision, Israël a massacré 62 Palestiniens à Gaza, dont six enfants. Le même soir, Netta Barzilai, qui représentait Israël à l'Eurovision 2018, a donné un concert de célébration à Tel Aviv, hébergé par le maire, disant « Nous avons une raison d'être heureux ».

Soulignant ses intentions de blanchir par l'art son gouvernement d'extrême-droite, le Premier ministre Benjamin Netanyahu a appelé Barzilai « la meilleure ambassadrice d'Israël ».

Pour comble d'insulte, Israël a annoncé que ce méga-événement aurait lieu à Jérusalem, un défi aux Nations Unies, qui [ne reconnaît la souveraineté d'Israël](#) sur aucune partie de la ville. Les Nations Unies et l'Union européenne considèrent aussi Jérusalem Est comme partie intégrante du territoire palestinien occupé, illégalement annexé par Israël.

Mais qu'il soit organisé à Jérusalem, à Tel Aviv ou où que ce soit d'autre sous le contrôle du régime d'apartheid d'Israël, ce concours doit être boycotté pour éviter toute complicité, tout « business as usual » avec ce régime, et pour éviter de ternir irréversiblement le label Eurovision avec le monstrueux dossier d'Israël en matière de droits humains.

Les gens de conscience dans le monde entier arrivent à la même conclusion, et nous sommes encouragés par leur solidarité.

En Islande, près de 8% de la population du pays a signé une pétition pour boycotter l'Eurovision 2019. Le consul israélien en Islande s'est précipité pour essayer de contrôler les dégâts.

En Irlande, un ancien vainqueur de l'Eurovision Charlie McGettigan, le maire de Dublin, des politiciens et des dirigeants syndicaux ont appelé au boycott de l'Eurovision 2019. Des appels similaires sont venus du Royaume-Uni, de Suède, de Malte, d'Australie et de l'État espagnol, un

mécontentement public croissant se propageant en Europe.

En tant qu'organisations et syndicats représentant les artistes et les journalistes palestiniens, dont les journalistes de radiotélévision, nous appelons :

- les membres de l'UER et les concurrents à boycotter l'Eurovision 2019 tant qu'Israël sera le pays hôte
- les mouvements populaires et les syndicats d'artistes dans les pays participants à protester contre le fait qu'Israël accueille l'Eurovision 2019 et à faire des actions de boycott pacifique
- nos collègues, artistes et journalistes de radiotélévision, à soutenir publiquement et à diffuser cet appel

Comme dans le combat contre l'Afrique du Sud de l'apartheid, c'est seulement par une pression internationale efficace et soutenue qu'Israël sera contraint à se conformer à ses obligations selon le droit international et à respecter les droits humains des Palestiniens.

Signataires:

**Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI)**

Le syndicat des journalistes palestiniens

Le réseau palestinien des arts du spectacle (PPAN) :

Edward Said National Conservatory of Music– Jerusalem

Al-Kamandjati Association – Ramallah

Magnificat Institute – Jerusalem

Popular Art Centre – Al Bireh

El-Funoun Palestinian Dance Troupe – Al Bireh

Wishah Troupe – Al Bireh

Freedom Theater – Jenin

Theatre Day Productions – Gaza/Jerusalem

Al Harah Theater – Beit Jala

Ashtar Theater – Ramallah

Yes Theatre – Hebron

The Popular Theatre – Ramallah

Palestinian Circus School – Birzeit

Le réseau des arts à Jérusalem “Shafaq” :

Al-Ma’mal Foundation for Contemporary Art

The Edward Said National Conservatory of Music

Palestinian Art Court-Al Hoash

Palestinian National Theatre

Yabous Cultural Centre

Source: [PACBI](#)

Traduction: C.G pour BDS France

---

**« Le Chef en Israël »: Lettre**

# ouverte à l'attention du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel (C.S.A.), de M6 et Téva.

Lettre ouverte à l'attention du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel (C.S.A.), et des chaînes de télévision M6 et Téva.

Le 25 mai 2018,

Mesdames, Messieurs,

Mai 2018. 70 ans après la création de l'État d'Israël par l'ONU. Si nous regardons le cours de l'histoire par un prisme différent, nous nous situons 70 ans après la Nakba, autrement dite, la « Catastrophe », pour le peuple palestinien.

14 mai 2018. C'est la date à laquelle le Président Donald Trump, a choisi d'inaugurer le nouvel emplacement de l'ambassade des États-Unis, par l'entremise de sa fille Ivanka Trump. En s'arrogeant le droit de faire de Jérusalem la capitale d'Israël, celui-ci a fait fi du ravivement des tensions que sa décision susciterait.

Le 14 mai 2018, les tirs de l'armée israélienne sur les habitants de la Bande de Gaza ont tué 62 Palestiniens et fait plus de 1 300 blessés, pour la grande majorité des civils.

Deux jours après ces événements dramatiques, nous avons découvert que les chaînes M6 et Téva continuaient à diffuser l'émission « Le Chef en Israël » (produit par Kitchen Factory Prod. et parrainé par l'Office de Tourisme d'Israël), avec pour protagoniste principal Cyril Lignac. En d'autres termes, à l'heure où des dizaines d'êtres humains sont massacrés au

nom d'une politique qui ne dissimule qu'à peine son caractère colonial, certaines chaînes de la télévision française jouent la carte du patrimoine et de la culture en masquant la réalité du terrain. La diffusion de cette émission s'accompagne même d'une publicité promouvant la ville de Tel Aviv, ses plages et son soleil...

Mesdames, Messieurs, une fois ce constat fait, des questions s'imposent à nous. Dans un premier temps : le CSA est-il au fait de l'actualité, et plus précisément de l'actualité qu'il relaye par les chaînes qu'il supervise ? Dans un second temps : ce même CSA ne trouve-t-il pas décalé, inopportun, honteux, scandaleux, révoltant... de promouvoir le patrimoine d'un État fondé sur l'invisibilisation et le massacre d'un peuple dont le territoire lui a été en grande partie soustrait et qui continue à payer de son sang les conséquences de l'apartheid en Israël.

Par cette lettre, nous réclamons donc l'arrêt immédiat de la diffusion du programme « Le Chef en Israël », qui contrevient non seulement à la charte éthique que toute chaîne de télévision soumise à l'appréciation du public dans un État dit démocratique se doit de respecter, mais aussi et surtout au respect dû au peuple palestinien, en lutte sur ses propres terres depuis des décennies afin de faire reconnaître et respecter ses droits fondamentaux garantis par le droit international et de nombreuses résolutions des Nations Unies.

Aurélie J., Présidente de L'Hêtre d'Art

---

## **Lettre de PinkwaTching Israel**

# aux réalisateurs internationaux invités au Festival international du film LGBT de Tel-Aviv (TLVFest)

## Boycott du Festival international du film LGBT de Tel Aviv

Les queers palestiniens et leurs alliés dans le mouvement BDS (1) appellent au boycott du Festival international du film LGBT de Tel-Aviv (TLVFest) qui aura lieu du 31 mai au 9 juin 2018. Nous appelons les cinéastes internationaux (2) à retirer leurs films du festival et à respecter l'appel palestiniens au boycott culturel d'Israël (3) jusqu'à ce que les droits des Palestiniens soient respectés. Les Palestiniens appellent les gens de conscience du monde entier à demander des comptes à Israël pour ses violations du droit international, ils s'adressent aux artistes pour qu'ils ne se produisent pas en Israël ou n'exposent pas leur travail en Israël. L'appel au boycott culturel palestinien (4) a été suivi par un nombre croissant de personnalités culturelles du monde entier, y compris des cinéastes comme John Greyson, Mira Nair, Ken Loach, The Yes Men et Mike Leigh. Cet appel envoie à Israël le message qu'il n'y a pas de partenariat possible tant qu'Israël continuera d'opprimer et de nier les droits des Palestiniens.

L'année dernière, cinq réalisateurs se sont retirés de TLVFest (5) en signe de solidarité avec un appel des queers palestiniens. Le réalisateur sud-africain John Trengove a déclaré à l'époque :

*« Avec la douleur de la lutte contre l'apartheid encore fraîche dans notre conscience collective, la question est ...*



*une question très sensible pour beaucoup de Sud-Africains. ... sachant ce que je sais maintenant, je pense qu'il est impératif que j'annule ma participation. [...] Il est impossible de ne pas tenir compte du fait que le festival (et ma présence à celui-ci) pourrait servir à détourner les regards des violations des droits de l'homme commises par l'État d'Israël. » (6)*

Le Festival international du film LGBT de Tel Aviv est parrainé par des institutions israéliennes qui sont profondément complices des violations du droit international. Le ministère israélien de la Culture, l'un des sponsors du festival, est un des principaux acteurs du projet « Brand Israel » (7) lancé en 2005 pour promouvoir une image positive d'Israël à l'étranger afin de détourner l'attention de la réalité quotidienne de l'occupation et de la violence contre les Palestiniens. Le Festival du film promeut l'utilisation cynique des droits des homosexuels – connue sous le nom de Pinkwashing (8) – pour détourner l'attention de l'occupation israélienne, du colonialisme, de l'apartheid et les normaliser. Le boycott culturel ne consiste donc pas à censurer les créations artistiques, mais à demander aux artistes internationaux, tels que les cinéastes, de ne pas participer aux manifestations culturelles israéliennes parrainées par l'État israélien, comme TLVFest, jusqu'à ce qu'Israël respecte les droits humains des Palestiniens.

Nous demandons aux réalisateurs de ne pas laisser détourner leur liberté artistique et leurs voix par l'État d'Israël et ses complices, tels que TLVFest et TLVPride 2018. Le Pinkwashing cherche à vous enrôler, selon les mots du porte-parole LGBT de Tel Aviv, Yaniv Weizman, comme « ambassadeur d'Israël » (9).

Votre travail sera présenté à Tel-Aviv quelques jours seulement après qu'Israël ait perpétré un nouveau massacre à Gaza n'épargnant pas les enfants. 113 Palestiniens ont été tués, Plus de 12 000 ont été blessés, beaucoup si sévèrement

qu'ils ne pourront éviter l'amputation.

Israël célébrera la Fierté et la TLVFest pendant que les familles palestiniennes pleureront leurs proches. Les Etats ne voulant pas demander des comptes à Israël, les initiatives lancées par la société civile internationale, comme celle qui s'est exercée contre l'apartheid en Afrique du Sud, représentent un moyen efficace de pression et d'espoir pour les Palestiniens – y compris les queers palestiniens – pour la liberté, la justice et l'égalité.

En tant que cinéastes contribuant à rendre visible la communautés LGBT, les injustices contre les LGBT et l'émancipation LGBT, nous espérons que vous ne serez pas aveuglé par la supercherie à laquelle se prête Israël et que vous vous opposerez à l'injustice et à l'occupation.

Meilleures salutations,

PinkwaTching Israel

PINKWATCHING est un collectif de queers palestiniens et de leurs alliés dans le mouvement BDS (Boycott Divestment Sanctions) palestinien pour la liberté, la justice et l'égalité. Nous nous opposons aux tentatives d'Israël et des institutions complices d'utiliser les droits des homosexuels pour détourner l'attention et justifier l'oppression persistante du peuple palestinien.

NOTES :

- (1) <https://bdsmovement.net/>
- (2) <http://tlvfest.com/tlv/he/2018/05/11/schedule-2018/>
- (3) <https://bdsmovement.net/cultural-boycott>
- (4) <https://bdsmovement.net/pacbi/pacbi-call>
- (5)

<https://bdsmovement.net/news/wave-boycotts-hits-israeli-lgbt-film-festival-international-artists-heed-palestinian-call>

(6)

<https://bdsmovement.net/news/award-winning-south-african-filmmaker-cancels-participation-israeli-lgbt-film-festival>

(7) <https://bdsmovement.net/cultural-boycott#tab1>

(8)

<http://www.pinkwashingisrael.com/portfolio/pinkwashing-kit/>

(9)

<http://www.haaretz.com/israel-news/business/.premium-1.598508>

Traduction: JC.P pour BDS France

---

**Des institutions culturelles palestiniennes à Shakira : Chaque fois que la musique couvre des crimes de guerre, où que ce soit, c'est mal !**

24 mai 2018/ Par Palestinian Campaign for the Academic and Cultural Boycott of Israel (PACBI)

**Des dizaines d'organisations culturelles palestiniennes et d'administrations locales exhortent la pop star Shakira, récipiendaire d'un Grammy Award et ambassadrice de bonne**

## volonté de l'UNICEF d'annuler son spectacle en Israël.

Palestine occupée, 24 mai 2018

Chère Shakira,

Nous, municipalités palestiniennes et institutions culturelles palestiniennes opérant en territoire palestinien occupé ou en exil, nous vous demandons d'annuler votre représentation à Tel Aviv, prévue pour le 9 juillet 2018. Chanter dans un état d'apartheid, que ce soit l'Afrique du Sud dans le passé ou Israël aujourd'hui, au mépris des voix des opprimés, compromet toujours la lutte populaire de l'opprimé pour mettre fin à l'oppression. Le faire juste après un véritable massacre d'Israël contre notre peuple à Gaza est le blanchiment moralement répréhensible d'un crime.

Dans sa tentative pour supprimer des manifestations de masse en très grande majorité pacifiques, à Gaza, par des dizaines de milliers de Palestiniens aspirant à la liberté et aux droits stipulés par les Nations Unies, Israël a implémenté ce qu'Amnesty International décrit comme la politique de « tirer pour tuer ou mutiler ». En conséquence, plus de 100 civils palestiniens ont été tués depuis le 30 mars et plus de 10000 blessés, beaucoup par balles réelles. Les Nations Unies ont appelé à une investigation indépendante sur les « meurtres illégaux et calculés » d'Israël à Gaza.

En tant qu'ambassadrice de bonne volonté de l'UNICEF, n'êtes-vous pas préoccupée de ce qu'[au moins 12 enfants palestiniens ont été massacrés](#) par l'armée d'Israël au cours de ces manifestations pacifiques, y compris Laila Ghandour, âgée de 8 mois, qui a été asphyxiée par les gaz lacrymogènes lancés sur sa famille à plus d'un kilomètre de la barrière ?

N'aurez-vous aucun problème de conscience si vous donnez une

représentation à Tel Aviv alors qu'à quelque 60 kilomètres de là, 2 millions de Palestiniens sont mis en cage par Israël à Gaza qui, disent les Nations Unies, deviendra inhabitable d'ici 2020, principalement à cause du continuel blocus illégal par Israël ?

Est-ce que cela ne vous ennuie en rien qu'un récent [rapport](#) de l'Organisation mondiale de la santé indique que 54 Palestiniens sont morts in 2017, principalement des patients souffrant du cancer, en attente des autorisations israéliennes pour quitter Gaza afin d'obtenir un traitement médical ?

En 2010, s'opposant à un spectacle d'un groupe sud-africain à Tel Aviv, l'archevêque Desmond Tutu, un des leaders anti-apartheid [en Afrique du Sud], a déclaré : « Exactement comme nous avons dit pendant cet apartheid qu'il était inapproprié que des artistes internationaux donnent des représentations en Afrique du Sud, dans une société fondée sur des lois discriminatoires et l'exclusion raciale, de même il serait mal que le Cape Town Opera se produise en Israël. »

Des spectacles importants par des artistes internationaux comme vous sont [régulièrement](#) et ouvertement récupérés par le gouvernement israélien, qui les utilisent pour blanchir l'oppression vieille de plusieurs décennies des Palestiniens par le gouvernement israélien.

Lorsque les dirigeants israéliens accueilleront votre spectacle, celui-ci contribuera à couvrir les brutales et systématiques [attaques](#) d'Israël sur la culture palestinienne. Israël a fermé les cinémas et les théâtres palestiniens, a banni les événements culturels, a refusé à des artistes palestiniens des autorisations de voyage et en a détenus d'autres sans charge. Les soldats israéliens ont à maintes reprises forcé de jeunes musiciens à « donner leur spectacle » aux checkpoints militaires qui parsèment la Cisjordanie occupée, déniaient aux Palestiniens leur droit à la liberté de mouvement.

Pouvez-vous vraiment chanter « Hips don't lie » quand Israël ment à la face du monde sur ses crimes de guerre ?

Nous vous exhortons à ne pas porter tort à nos droits humains et à notre lutte pour les obtenir. Nous vous exhortons à rejoindre les [artistes renommés dans le monde entier](#) qui ont refusé de prêter leurs noms au régime d'oppression d'Israël, comme Lorde, Lauryn Hill, Elvis Costello, Brian Eno, Gil Scott-Heron (maintenant décédé), Faithless, Roger Waters, Bjork, Zakir Hussain, Jean-Luc Godard et Snoop Dogg.

A quelques kilomètres de Park Yarkon où votre spectacle doit se tenir, des milliers de prisonniers palestiniens sont retenus dans les prisons israéliennes. L'un d'eux est une courageuse jeune fille nommée [Ahed Al-Tamimi](#) (17 ans) qui a dansé sur la mélodie de votre hit « la la la » avec deux de ses parents et rêvait de grandir pour devenir une joueuse de football. Nos enfants, comme tous les autres enfants, méritent la liberté, la justice et l'égalité. Nous vous demandons de ne pas dire « la la la » au système d'injustice qui dénie leurs droits humains et les rêves mêmes.

- L'Association des autorités locales palestiniennes (APLA), représentant 400 municipalités palestiniennes et conseils locaux en territoire palestinien occupé
- La Municipalité de Ramallah
- Palestinian Performing Arts Network (PPAN)
- The Freedom Theatre
- El-Funoun Dance Troupe
- Ashtar Theatre
- Yes Theatre
- Qafilah Movingstage Theatre

- Popular Art Centre
- Sareyyet Ramallah
- Al Kamandjati Association
- The Palestinian Institute for Cultural Development-Nawa
- Naqsh Popular Art Center
- The Palestinian National Theatre – Al Hakawati
- Ibdaa Cultural Center
- Theatre Day Productions
- Palestinian Circus School
- Nawa for Culture and Arts Association
- Alrowwad Cultural and Arts Society
- Al-Harah Theater
- Baladi Centre for culture and Arts
- Oushaq Art Centre
- Al-Anqaa Palestinian Dance Troupe, Gaza
- Culture and Free Thought Association, Gaza
- Al-Awda Centre, Tulkarem refugee camp
- Khotwa Association for Community development
- Khalil Sakakini Cultural Centre
- Asayel Dance Troupe
- Shafaq -Jerusalem Art network
- Al-Ma'mal Foundation for Contemporary Art

- The Edward Said National Conservatory of Music
- Palestinian Art Court-Al Hoash
- Palestinian National Theatre
- Yabous Cultural Center
- Al Hannouneh Society for Popular Culture, Jordan
- Al Quds Group for Palestinian Folklore, Jordan
- Muhtaref Al Qindil Al Saghir, Ain al-Hilweh Refugee Camp, Lebanon
- Jafra Dance Troupe, Palestinian Cultural Center, Lebanon

Source: [BDS Movement](#)

Traduction CG

---

**Pétition: Nous demandons  
l'annulation de la saison  
France-Israël**

**[Signer l'appel](#)**

Monsieur le Président de la République,



Sous votre haut patronage, la République française s'apprête à lancer la « [saison France-Israël 2018](#) ». Cet événement, lit-on,

*« a [...] pour ambition de montrer la vitalité de la relation bilatérale dans les domaines culturels et scientifiques, de marquer une nouvelle étape dans les relations économiques et de renouveler le regard que portent les Français sur Israël et les Israéliens sur la France ».*

Bien plus,

*« A travers plus de 400 événements dans les deux pays, la saison France-Israël 2018 résonnera dans une cinquantaine de villes en France et une vingtaine de villes en Israël autour de thèmes variés tels qu'innovation, sciences, économie, théâtre, danse, art contemporain, musique, éducation, cinéma, design, livre et débat d'idées ».*

Cette inauguration aura lieu dans un contexte où le droit international dans les territoires palestiniens n'a jamais été aussi bafoué. L'extension des colonies se poursuit et l'ambassade des États-Unis a été transférée à Jérusalem. Que la « saison France-Israël 2018 » se déroule dans ces conditions est en soi inopportun, tant il est évident que cet événement participe d'une stratégie visant à redorer le blason d'un État dont la nature annexionniste n'est plus un secret pour personne.

Mais aujourd'hui, il serait inadmissible que cette « saison France-Israël » soit maintenue en dépit du dernier massacre de Gaza. Ce serait une atteinte irrémédiable à nos principes républicains et à nos valeurs de justice.

Citoyennes et citoyens français, nous ne pouvons accepter, dans les circonstances présentes, cette collaboration d'État à État entre la France et Israël. Nous ne pouvons nous soumettre à la normalisation avec un régime colonial bafouant les droits de l'Homme et les conventions internationales signées par la

France.

Comment en effet pourrions-nous faire comme si de rien n'était ? Comme si des dizaines de jeunes gens n'avaient pas été assassinés de manière préméditée ? Comme si des centaines de manifestants demandant seulement le respect de leurs droits fondamentaux n'avaient pas été estropiés à vie ? Comme si le ghetto de Gaza ne courait pas le risque d'être purement et simplement liquidé, avec la complicité, active ou passive, de la communauté internationale ?

Pour cette raison, Monsieur le Président de la République, nous vous demandons de faire en sorte que la « saison France-Israël 2018 » n'ait pas lieu. Ne nous entretenons pas d'« éducation » ou d'« idées » avec un État qui a assassiné en quelques semaines plus de 110 jeunes gens épris de liberté et en a blessé ou mutilé plus de 8000. Envoyez un signal clair au gouvernement israélien en renonçant publiquement à la « saison France-Israël 2018 ». La société civile française ne saurait voir ces manifestations se tenir sans faire entendre sa désapprobation.

## **Signer l'appel**

### **Premiers signataires:**

Ahmed Abbes, directeur de recherche au CNRS, Paris

Samir Abdallah, cinéaste

Eric Alliez, professeur à l'Université Paris 8

Viviane Baladi, directrice de recherches au CNRS, Paris

Jean Barge, professeur retraité École polytechnique

Arnaud Beauville, professeur émérite à l'Université Côte d'Azur

Jacques Bordé, ancien Directeur de Recherche au CNRS

Larbi Bouguerra, ancien directeur de recherche associé au CNRS, ancien attaché-assistant à la Faculté de Médecine de Paris

Remi Brulin, professeur, John Jay College of Criminal Justice, New York, USA

Bernard Caillaud, ingénieur général des Ponts, professeur à Paris School of Economics, Paris

Jean-Marc Capellero-Rabinovitz, co-président de l'UJFP

Christine Charretton, mathématicienne retraitée de l'Université de Lyon 1

Yves Chilliard, directeur de recherche à l'INRA, syndicaliste et responsable associatif

Elisabeth Cramer Bordé, Professeur honoraire à l'Université de Versailles St Quentin

Laurent Cugny, professeur à Sorbonne Université

Dominique Delande, directeur de recherche au CNRS, Paris

Ivar Ekeland, ancien président de l'Université Paris-Dauphine, ancien président du Conseil Scientifique de l'École Normale Supérieure

Elisabeth Fröchen, professeure agrégée de l'université, retraitée

Jacques Fröchen, professeur agrégé de l'université, retraité

Philippe Enclos, maître de conférences en droit à l'Université de Lille

Christophe Fouqueré, professeur à l'Université Paris 13

Claire Gallien, maîtresse de conférences à l'UPVM3 et chercheuse au CNRS, Montpellier

Catherine Goldstein, directrice de recherche au CNRS, Paris

Dominique Grange, chanteuse engagée

Julien Grivaux, chercheur au CNRS, Marseille

Michel Gros, chercheur au CNRS, Rennes

Eric Guichard, maître de conférences à l'Enssib, Université de Lyon, ancien directeur de programme au Collège international de philosophie

Alain Guiraudie, cinéaste

Imen Habib, animatrice de la Campagne BDS France

Eric Hazan, éditeur

Bertrand Heilbronn, président de l'Association France Palestine Solidarité (AFPS)

Christine Huyghe, chercheuse au CNRS, Strasbourg

Stéphanie Latte Abdallah, chercheuse au CNRS, Paris

Jean-Marc Lévy-Leblond, professeur émérite de l'université de Nice

Roland Lombard, directeur de recherche émérite au CNRS, Paris

Kheridine Mabrouk, cinéaste

Jean-François Méla, ancien président de l'Université Paris 13

Michel Mietton, professeur émérite Université Lyon 3, Jean Moulin

Alain Mille, professeur émérite à l'Université Lyon 1

Pierre Nicodème, chercheur honoraire au CNRS

Joseph Oesterlé, professeur émérite à Sorbonne-Université

Josiane Olff-Nathan, retraitée de l'Université de Strasbourg

Ugo Palheta, sociologue

Guy Perrier, professeur émérite à l'Université de Lorraine

Dominique Plihon, professeur émérite à l'Université Paris 13  
Sorbonne Paris Cité

Ghislain Poissonnier, magistrat

Marwan Rashed, professeur à Sorbonne Université

Roshdi Rashed, directeur de recherche émérite au CNRS,  
professeur honoraire à l'Université de Tokyo

Lionel Schwartz, professeur émérite à l'Université Paris 13

Eyal Sivan, cinéaste, professeur à Amsterdam University of  
Arts (AHK)

Pierre Stambul, co-président de l'UJFP

Annick Suzor-Weiner, professeure émérite à l'Université Paris-  
Sud

Taoufiq Tahani, universitaire, Président d'honneur de l'AFPS

Gérard Toulouse, ancien Directeur de Recherche au CNRS, Ecole  
Normale Supérieure

Tardi, dessinateur

Dror Warschawski, chercheur au CNRS, Paris

---

# Boycott du Festival Pop-Kultur 2018

9 Mai 2018

*La Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël appelle au boycott de Pop-Kultur Berlin, jusqu'au rejet du financement d'Israël.*

La Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël (PACBI) appelle **tous les artistes qui participent à Pop-Kultur Berlin à se retirer** du festival à cause de son acceptation d'un parrainage de l'ambassade israélienne. Cet parrainage intervient malgré le retrait du festival de l'an dernier de huit artistes, en signe de protestation pour cette même raison. (voir aussi le site [Boycott Pop-Kultur Festival](#)).

Israël cherche à s'associer à des festivals internationaux, tel Pop Kultur Berlin, pour blanchir par l'art son image à l'étranger, dans la tentative explicite de détourner l'attention de ses crimes contre les Palestiniens. Pour un festival supposément progressiste, accepter de l'argent d'un sponsor qui est un régime d'oppression et d'apartheid depuis des décennies comme Israël, montre une absence d'éthique et une hypocrisie, à tout le moins.

Tout récemment, Israël a mis en œuvre une politique de tirs-pour-tuer-ou-mutuler, annoncée par avance, contre des milliers de manifestants pacifiques dans la bande de Gaza assiégée et occupée, des manifestants qui luttent pour conquérir la liberté. Les dizaines de tués et les milliers de blessés ne l'ont pas été accidentellement : un porte-parole des forces israéliennes a même dit « rien n'a été fait hors de contrôle ; tout était minutieux et mesuré. Nous savons où chaque balle a abouti ».

La Cour Pénale Internationale a averti Israël que ses meurtres à Gaza pouvaient représenter des crimes de guerre. À la lumière de la violation permanente des droits humains des Palestiniens par Israël, accepter de l'argent de la propagande du gouvernement israélien revient à une complicité intentionnelle avec les violations flagrantes du droit international par Israël via le blanchiment par l'art.

Voici quelques mois, l'artiste à succès néozélandaise, Lorde, a annoncé l'annulation d'un concert programmé à Tel Aviv. Confrontés à une vilaine campagne d'intimidation et de calomnie par des représentants du lobby israélien, des dizaines d'artistes mondialement connus, dont des stars ayant remporté des Oscars à Hollywood, ont déclaré leur soutien total à Lorde.

Un officiel israélien a résumé la politique manifeste de blanchiment culturel d'Israël de la façon suivante : « Nous enverrons des romanciers et autres écrivains connus à l'étranger, des compagnies de théâtre, des expositions. De cette façon, vous montrez un visage plus agréable d'Israël, pour qu'on ne nous représente pas simplement dans le contexte de la guerre ».

L'insistance du festival Pop Kultur à accepter le parrainage d'Israël, de quelque manière qu'il le tourne cette année, ne nous laisse que le choix de faire appel à tous les artistes y participant pour qu'ils s'en retirent, sauf si le festival annule le parrainage d'Israël.

Un événement sponsorisé par l'Afrique du Sud de l'apartheid aurait déclenché les mêmes appels au boycott par les défenseurs des droits humains et les progressistes d'Afrique du Sud, d'Allemagne et d'ailleurs. De même, éviter de normaliser le système israélien d'injustice est le minimum attendu par les Palestiniens de la part d'artistes et d'organisations culturelles progressistes, pour ne pas saper notre lutte non violente pour la liberté, la justice et

l'égalité.

Allez-vous vous placer du côté juste de l'histoire ?

*\* Les lignes directrices de PACBI pour le boycott culturel d'Israël stipulent que « (Un-e) événement/activité mené-e sous le parrainage/sous l'égide ou avec affiliation à une entité israélienne officielle ou une institution complice, constitue une complicité et donc mérite d'être boycotté-e.*

Source: [Boycott Pop-Cultur Festival](#)

Traduction SF pour BDS France

---

# Pétition: AXA doit cesser de faire du profit sur la colonisation de la Palestine

SIGNEZ LA PETITION ICI:

<https://actions.sumofus.org/a/axa-finance-des-armes-chimiques-interdites>

**Assurer des vies partout dans le monde tout en écrasant celles de femmes et enfants sans défense : tel est l'insoutenable paradoxe d'AXA.**

Le géant français de l'assurance est en effet accusé de **bafouer le Droit International en finançant Elbit Systems**, fleuron israélien de l'industrie de l'armement, **sordidement célèbre pour avoir fourni des armes interdites** qui ont déjà fait des **centaines de victimes innocentes** palestiniennes.

Et ce n'est pas tout, un nouveau rapport révèle qu'**AXA est**



**également actionnaire de trois grandes banques israéliennes qui toutes participent à la colonisation illégale de la Palestine.**

Le métier d'un assureur est pourtant de protéger les familles, leur domicile et leur biens des risques de la vie : **pas de les mettre en péril comme ce que fait AXA en participant à l'entreprise coloniale israélienne.**

**Dites à Axa de se retirer du capital d'Elbit Systems et des colonies israéliennes !**

**Ces scandaleuses révélations mettent AXA dans l'embarras, pourtant fier de son engagement en matière d'investissement responsable et qui a déjà rompu des liens avec des fabricants d'armes. Poussons le géant de l'assurance à faire de même avec Elbit Systems et les trois banques impliquées dans la colonisation.**

Nous savons que la mobilisation porte ses fruits : **la campagne pacifique du mouvement mondial BDS a déjà réussi à faire plier des multinationales**, notamment deux françaises, pour les mêmes raisons : **Véolia et Orange**. Au tour donc d'Axa de suivre l'exemple !

**Elbit Systems fournit des armes interdites par les conventions internationales**, notamment des armes chimiques comme le phosphore blanc, **qui ont servi à l'offensive meurtrière contre les populations civiles de Gaza en 2014.**

Cette entreprise a également participé à **la construction du « mur de sécurité » dans les territoires occupés, que la Cour Internationale de Justice a jugé illégale en 2004.**

Les institutions financières françaises et les assureurs **ne peuvent ignorer l'illégalité des colonies israéliennes et les souffrances quotidiennes qu'elles engendrent**. Expropriations arbitraires, familles séparées, emprisonnements d'enfants, checkpoints humiliants à n'en plus finir, **sont les expériences**

déshumanisantes des palestiniens qui vivent sous un régime d'apartheid.

**Exigeons des instances dirigeantes d'AXA qu'elles se soumettent à leur propre charte éthique !**

Selon la **Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH)**, « les grands groupes financiers français, dont AXA, sont directement ou indirectement impliqués dans le projet colonial en Palestine ». Les banques et les assureurs recherchent le profit à tout prix, y compris en se livrant à des activités illégales. Faisons en sorte qu'ils y mettent fin.

**Tirer des bénéfices de la souffrance des palestiniens est inqualifiable.** Au cours de notre campagne contre Airbnb, vous avez été plus de 151 000 membres à exprimer votre indignation. Et le vent en train de tourner car l'ONU a commencé à prendre des mesures contre ces entreprises hors-la-loi ! **C'est donc le moment idéal pour interpeller AXA afin qu'il mette un terme à ses investissements illégaux.**

## Plus d'informations

[Israël : L'utilisation de phosphore blanc constitue une preuve de crimes de guerre](#)

Human Rights Watch. 25 mars 2004.

[Le mur construit par Israël illégal, prononce le Tribunal de l'ONU](#)

ONU Info. 9 juillet 2004.

[Israël : des banques françaises soutiendraient la colonisation](#)

Le Monde. 29 mars 2017.

[Israël : quatre banques françaises et Axa accusées de financer](#)

[la colonisation](#)

La Tribune. 29 mars 2017.

[70 organisations, associations, partis et syndicats demandent à la société AXA de se conformer au droit international et de rompre avec la politique coloniale et d'apartheid israélienne](#)

BDS. 28 juillet 2017.

---

**Plus de 150 syndicats européens, partis politiques et associations demandent à l'UE de cesser son financement à l'industrie militaire israélienne**

**Pas de financement de l'UE pour l'industrie militaire israélienne**

*L'UE doit arrêter de contribuer à la militarisation et aux profits tirés des violations des droits humains dans les territoires palestiniens occupés.*

L'Union européenne subventionne la recherche de l'industrie de la sécurité depuis de nombreuses années. <https://www.tni.org/en/publication/market-forces-the-development-of-the-eu-security-industrial-complex>. Cet argent des contribuables européens va à des entreprises militaires, parmi lesquelles de nombreuses firmes israéliennes, sous le masque de la recherche et la promesse que technologies et techniques

développées seront affectées seulement à des usages civils.

L'une des voies par lesquelles les entreprises militaires et d'armement ont eu accès aux fonds européens a été l'actuel programme de Recherche et d'Innovation *Horizon 2020*, qui inclut de nombreuses entreprises militaires israéliennes. Bien que **l'UE proclame** que ces fonds pour la recherche soient uniquement allés à **des projets à applications civiles**, nombre de ces projets approuvés sont **de nature duale**, servant aussi bien les intérêts militaires que civils. Bien d'autres servent des politiques de restriction ou de violation des droits des réfugiés, et militarisent nos sociétés.

La coopération de l'UE avec les entreprises militaires israéliennes est la preuve que les projets à usage dual servent aussi bien, fondamentalement, des buts militaires, Isaac Ben-Israel, Président de l'*Agence spatiale israélienne*, déclare abruptement « parce que nous sommes un petit pays, si nous construisons une petite chaîne de production de satellites, disons IAI, elle sera utilisée à des fins militaires et commerciales ». La *CECP* et *Stop the Wall* ont entrepris une analyse approfondie des projets européens qui impliquent les entreprises militaires israéliennes ; l'analyse montre à quel point les fonds publics européens sont actuellement utilisés pour développer, légitimer, mettre à profit les technologies « testées sur le terrain » par Israël, qui commet, ce faisant, des crimes de guerre et des violations des droits humains.

Beaucoup d'indices nous le montrent, les politiques de contrôle des frontières de l'UE sont bâties sur des concepts et des technologies qui violent les droits humains. Publié par le *Transnational Institute* et *StopWapenhandel*, un rapport bien documenté montre de quelle façon les entreprises israéliennes suivent une stratégie commerciale unique, capitalisant sur le fait que les technologies israéliennes sont « éprouvées sur le champ de bataille », au cours d'actions illégales et selon des politiques de « contrôle de frontières » et « de populations »

dans le contexte de l'occupation et de la colonisation, comme le Mur en Cisjordanie occupée, le blocus et les attaques militaires contre Gaza, et bien d'autres agissements.

Les entreprises militaires et de sécurité intérieure comme IAI (*Israel Aerospace Industries*), ont joué un rôle dans le renforcement des frontières en Bulgarie et en Hongrie, dans les programmes de surveillance maritime de l'UE, et dans le programme *Frontex* en général.

L'UE refuse de prendre en compte les graves manquements à l'éthique des entreprises de même que l'origine et la possible destination de ces technologies, violant ainsi ses propres règles et règlements.

En juillet 2017, 27 experts juridiques internationaux ont publié un avis juridique au sujet du projet LawTrain dans le cadre d'*Horizon 2020*, projet fondé sur la coopération avec la police israélienne, dont le recours à la torture et à d'autres violations des droits humains est avéré. Le rapport de ces experts fait clairement apparaître la nécessité d'exclure de tels acteurs, notoirement impliqués dans la violation systématique des droits humains. En finançant de tels projets, l'UE montre son aveuglement devant les graves violations du droit international et des droits humains perpétrées à l'intérieur ou à l'extérieur de ses frontières.

**Nous appelons en conséquence l'Union européenne à :**

- 1. Limiter les Programmes Cadres de Recherche et Développement (PCRD) européens (FP) strictement à la sécurité civile et à la paix, à l'exclusion de la recherche sur la surveillance des frontières et l'usage dual des technologies, et d'éviter tout lien entre les Programmes Cadres de R&D et la Politique Commune de Sécurité et de Défense (PCSD), et en particulier l'Agence Européenne de Défense (AED) ;**

2. **Exclure** sans délai des Programmes Cadres de R&D européens, **toutes les entreprises militaires et de sécurité israéliennes**, étant acquis que l'analyse des projets passés a montré que leur participation à ces Programmes implique étroitement l'aide de l'UE dans le développement, la légitimation et les bénéfices de technologies et de méthodes utilisées par Israël dans le contexte de crimes de guerre et de violations des droits humains ;
3. **Assurer la transparence et le contrôle démocratique sur les appels à projets annuels lancés dans le cadre des Programmes de recherche européens.**

Signatories:

**European and international platforms:**

1. European Coordination of Committees and Associations for Palestine
2. Pax Christi International
3. European Network Against Arms Trade (ENAAT)
4. Corporate Europe Observatory
5. Decolonial International Network (DIN)

**Austria:**

6. Women in Black (Vienna)
7. Antiimperialistische Koordination (AIK)
8. Society for Austro-Arab Relations (SAAR)
9. Styrian Peace Platform (Steirische Friedensplattform)

**Belgium:**

10. La Centrale Generale FGTB – trade union
11. Socialist Union for Cultural Workers and Media (ACOD Cultuur) – trade union
12. Belgian Workers Party (PVDA – PTB) – political party
13. LEF-FGE – NGO
14. 11.11.11 – NGO
15. Belgian Academic and Cultural Boycott of Israel (BACBI)
16. Plateforme Watermael-Boitsfort Palestine
17. Palestina Solidariteit
18. Association Belgo-Palestinienne
19. Hand in Hand tegen Racisme
20. Partij van de Arbeid

### **Finland:**

21. Communist Party of Finland – political party
22. Friends of the Earth Finland – NGO
23. Finnish-Arab Friendship Society
24. Finnish Peace Committee (Suomen Rauhanpuolustajat)
25. Physicians for Social Responsibility, Finland
26. Spartacus Foundation
27. Women for Peace, Finland
28. Women Against Nuclear Power, Finland
29. Amandamaji rf, Finland

30. Committee of 100 in Finland

31. Israeli Committee Against House Demolitions Finland

**France:**

32. Union Syndicale Solidaires – trade union

33. The French Communist Party (PCF) – political party

34. The Party of the Indigenous of the Republic (PIR) – political party

35. Pax Christi France – NGO

36. Ligue des droits de l'Homme (LDH) – NGO

37. Plateforme des ONG françaises pour la Palestine – NGO

38. Association France Palestine Solidarité (AFPS) – NGO

39. Union juive française pour la paix (UJFP) – NGO

40. Mouvement pour une Alternative Non-violente (MAN)

41. Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient (CVPR PO)

42. Association des Universitaires pour le Respect du Droit International en Palestine (AURDIP)

43. Sciences Citoyennes

44. REF – Réseau Euromed France

45. BDS France,

46. Collectif Judéo Arabe et Citoyen pour la Palestine

47. Mouvement International de la Réconciliation-France

48. Association Jumelage Palestine France



49. La Cimade
50. Réseau Sortir du colonialisme
51. Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP)
52. Forum Palestine Citoyenneté
53. Le Mouvement de la paix

### **Germany:**

54. Jewish Voice for Peace (Jüdische Stimme für gerechten Frieden in Nahost) Germany
55. Deutsch-Palästinensische Gesellschaft NRW Süd
56. BDS Berlin
57. BDS-Gruppe Bonn
58. Institut für Palästinakunde e.V.

### **Ireland:**

59. Derry Trades Union Council – trade union
60. Dublin Council Of Trade Unions – trade union
61. Transport Salaried Staffs' Association of Great Britain and Ireland – trade union
62. Sinn Féin – political party
63. Communist Party of Ireland – political party
64. Solidarity – The Left Alternative – political party
65. People Before Profit – political party
66. Sadaka – NGO

67. Centre for Global Education – NGO
68. Ireland-Palestine Solidarity Campaign – NGO
69. Action from Ireland (Afri) – NGO
70. Africa Solidarity Centre Ireland – NGO
71. Trade Union Friends of Palestine – campaigning group
72. Peoples Movement – Gluaiseacht an Phobail – campaigning group
73. Peace and Neutrality Alliance – campaigning group
74. Irish Football Fans Against Israeli Apartheid – campaigning group
75. Shannonwatch – campaigning group
76. Academics for Palestine – campaigning group
77. Students for Justice in Palestine (Dublin) – campaigning group
78. United Against Racism – campaigning group

## **Italy:**

79. New Weapons Research Group – NGO
80. Salaam Ragazzi dell’Oliveo – Comitato di Milano – NGO
81. Salaam Children of Olive Tree – Milan Committee – NGO
82. Rete della Pace – network of 60 organisations – involved in peace, disarmament, nonviolence, human rights.
83. Associazione Amici della Mezzaluna Rossa Palestinese
84. Casa Terra

85. Cultura è Libertà
86. Comitato »Nessun M346 a Israele » (Varese)
87. Donne in nero (Women in black)
88. Rete Disarmo (membro ENAAT)
89. Rete Ebrei contro l'occupazione (ECO)
90. Rete Romana di Solidarietà con il Popolo Palestinese
91. Reti di pace (Laboratorio Monteverde)
92. WILPF Italia (Women's international league for peace and freedom)
93. BDS Italia
94. Rete Disarmo
95. Tavolo TerraCorpiTerritori&SpaziUrbani in Non Una Di Meno, Italy
96. AssopacePalestina

**Luxemburg:**

97. The National Federation of Railway Workers, Transport Workers, Officials and Employees of Luxembourg (FNCTTFEL)– trade union
98. déi Lénk – political party
99. SOS Faim – NGO
100. Cercle de Coopération – NGO
101. Comité pour une paix juste au Proche-Orient
102. Action Solidarité Tiers Monde

## The Netherlands

103. Socialist International
104. Kairos Sabeel Nederland – NGO
105. Diensten en Onderzoek Centrum Palestina (DocP) (DocP)
106. Transnational Institute – think tank
107. Nederlands Palestina Komitee
108. SAP/Grenzeloos
109. EMCEMO
110. Women's International League for Peace and Freedom Dutch section
111. Vredesbeweging Pais

## Scotland:

112. SNP Friends of Palestine
113. Scottish Campaign for Nuclear Disarmament
114. Scottish Friends of Palestine

## Spanish state

115. Confederación General del Trabajo (CGT), trade union
116. Comisiones Obreras (CCOO), trade union
117. Basque Workers Solidarity – ELA (Basque Country), trade union
118. Confederacion Intersindical Galega – CIG (Galicia), trade union
119. Intersindical Alternativa de Catalunya (IAC), trade

union

120. Podemos – political party

121. SODePAZ – NGO

122. Internazionalistak Auzolanean – social movement

123. Unión de Juventudes Comunistas de España

124. BDS País Valencià – social movement

125. Unadikum- social movemnet

126. Paz con Dignidad

127. Associació Punt d'Interacció de Collserola

128. Centre Delàs d'Estudis per la Pau

129. ISM en el Estado Español

Slovenia:

130. Proja Pro Justice through Action

131. Society for Human Rights Humanitas

132. Mirovni Institut

Sweden:

133. The Palestine Solidarity Association of Sweden

Switzerland:

134. Communist Party – political party

135. Collectif Urgence Palestine-VD

136. Urgence Palestine Nyon La Côte (Suisse)

- 137. BDS Switzerland
- 138. Alternative refugee center
- 139. Women and development

## UK

- 140. UNISON – trade union
- 141. Sabeel-Kairos – NGO
- 142. UK-Palestine Mental Health Network – NGO
- 143. Palestine Solidarity Campaign UK – NGO
- 144. War on Want
- 145. Red Card Israeli Racism campaign
- 146. British Committee for the Universities of Palestine (BRICUP)
- 147. Scientists for Global Responsibility (SGR)
- 148. Jews for Boycotting Israeli Goods (J-BIG)

## Norway

- 149. LO i Oslo – trade union
- 150. Norwegian Union of Municipal and General Employees (Fagforbundet) – trade union
- 151. The Association of Norwegians NGOs – NGO
- 152. The Palestine Committee of Norway
- 153. The Norwegian Committee for Academic and Cultural boycott of the state of Israel – (AKULBI)

---

# **Appel à action: Gaza assiégée mais pas seule ! Développons un embargo militaire**

Cher supporteur,

Comme toi, nous sommes témoins du massacre qu'Israël poursuit contre des manifestants palestiniens non armés à Gaza. Avec leurs manifestations qui nous inspirent, ils protestent contre douze ans de siège d'Israël et réclament le droit au retour dans leurs maisons, droit sanctionné par l'ONU mais dont ils ont été privés sous le coup d'un nettoyage ethnique.

Les militants de Gaza demandent : « Que fait le monde pendant que le massacre perpétré par Israël est transmis en direct ? » Il nous revient d'assurer qu'ils ne soient pas seuls face aux crimes d'Israël.

Nous devons diriger notre colère à l'égard des atrocités d'Israël vers des actions destinées à établir la responsabilité d'Israël. Ensemble nous pouvons intensifier les campagnes de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS)

**Notre stratégie concrète, solidaire enverra un message puissant de soutien aux Palestiniens de Gaza : Vous n'êtes pas seuls et nous agissons pour tenir Israël responsable de ses meurtres de manifestants palestiniens.**

**Renforcer, faire entrer dans la norme et populariser l'appel palestinien pour un embargo militaire à double sens sur Israël est la réponse la plus efficace au massacre qu'Israël est en train de mener.** Cela veut dire agir pour mettre fin à toutes les ventes et à tous les achats d'armes depuis Israël et vers

Israël et mettre fin aux partenariats militaires et policiers avec l'État d'Israël.

Le Comité National BDS, qui est la coalition la plus large de la société civile palestinienne, en appelle aux gens de conscience, aux syndicats, aux municipalités, aux partis politiques, aux mouvements sociaux, aux groupes étudiants, aux universitaires, aux artistes, aux églises et aux groupes LGBTQ du monde pour :

- **Prévoir des actions d'intensification et d'amplification des campagnes** liées à l'appel pour mettre fin aux liens militaires et sécuritaires avec Israël. Par exemple, une manifestation contre G4S, HP ou des banques complices (comme Axa et HSBC) et des compagnies ayant des liens militaires, développer des campagnes pour mettre fin aux partenariats avec la police d'Israël, comme la [Deadly Exchange campaign](#), (Campagne sur les échanges mortels) etc.

Mettez le hashtag **#MilitaryEmbargo** ou **#StopArmingIsrael**.

- **Demander une prise de position et/ou un débat sur un embargo militaire contre Israël à votre Parlement ou Congrès** : faites pression sur vos partis politiques, représentants élus et votre gouvernement pour rompre les liens militaires avec Israël.
- **Faire passer une motion exigeant un embargo militaire contre Israël dans votre conseil municipal, votre église, votre syndicat ou tout autre organisation de la société civile**. Ces motions sont essentielles pour populariser l'exigence d'embargo militaire à l'égard d'Israël, une exigence que nous pouvons construire de façon durable à partir de la base.



- **Organiser des manifestations pour faire pression sur votre gouvernement** : mobilisez les manifestations pour faire pression sur votre gouvernement pour qu'il mette fin à ses liens militaires et sécuritaires avec Israël.
- **Écrivez dans la presse locale pour expliquer pourquoi vous soutenez un embargo militaire.**

Pour plus d'information, [rendez-vous sur la page](#) de la campagne du BNC pour l'embargo militaire.

[Écrivez-nous](#) s'il vous plaît pour nous faire part de vos plans d'action, de vos questions et pour nous envoyer des photos !

Deux millions de Palestiniens de la bande de Gaza occupée montrent un courage et une détermination incroyables pour conquérir leurs droits. La **#GrandeMarcheduRetour** continue malgré le meurtre délibéré par Israël de plus de 30 manifestants non armés et les blessures infligées à plus de 3 000 d'entre eux. Des Palestiniens qui sont des journalistes, des enfants, des femmes, des jeunes et du personnel médical ont fait partie de ces cibles.

Ensemble nous pouvons assurer qu'ils ne soient pas seuls !

Solidarité,

### **Le Comité National BDS (BNC)**

*Le Comité National Palestiniens BDS (BN) est la plus large coalition de la société civile palestinienne. Il conduit et soutient le mouvement mondial de Boycott, Désinvestissement et Sanctions pour les droits des Palestiniens.*

Suivez nous sur [Facebook](#) et [Twitter](#)

Dites à vos amis de [s'inscrire sur notre site](#) pour recevoir

les mises à jour

Source: BNC

Traduction: SF pour BDS France

